

Dans ce numéro couvrant les événements du 24 août 2024 au 30 septembre 2024



Ukraine : retour à l'école...

Contenu

Éditorial	2-5
Campagne : Stopper les importations de combustibles fossiles russes dans l'Union européen	6-9
Campagne : Rompre tous les liens avec la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR)	10-13
Visite des organisations syndicales ukrainiennes (FPU et KVPU) à l'État espagnol	14-21
Luttes ouvrières en Ukraine	22-31
Luttes communautaires en Ukraine	32-35
Lutte des femmes en Ukraine	36-40
Lutte des étudiants en Ukraine	41-43
Lutte des LGBTI+ en Ukraine	44-45
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	46-51
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens (appels de fonds et nouvelles)	52-66
L'Ukraine en exil	67-68
Luttes ouvrières en Biélorussie	69-70
Lectures complémentaires	71

Bienvenue dans le numéro de septembre 2024 de la lettre d'information syndicale du RESU.

Nous y présentons la tournée réussie des dirigeants de la Fédération des syndicats d'Ukraine et de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine dans l'État espagnol.

La tournée a ouvert la possibilité d'un soutien matériel accru à l'Ukraine et à ses syndicats de la part des institutions catalanes (le gouvernement catalan et le conseil de Barcelone).

Ce numéro souligne également l'intention de notre ENSU de contribuer à la campagne visant à réduire les importations de combustibles fossiles russes dans l'Union européenne, en s'appuyant sur les efforts de notre comité belge qui a contribué au succès de la vaste campagne visant à mettre un terme au transbordement de gaz naturel liquide (GNL) russe dans le port de Zeebrugge.

La conférence du syndicat étudiant ukrainien Direct Action (Priama Diia) et l'assemblée générale annuelle de la campagne de solidarité avec l'Ukraine sont également au programme.

À partir de ce numéro, notre section sur la solidarité avec l'Ukraine couvrira séparément les appels de fonds concrets - que nous invitons nos lecteurs à considérer sérieusement - et les informations générales sur les initiatives de solidarité.

L'Ukraine est confrontée à un hiver critique sous le feu de l'ennemi...

Ce que nous devons faire pour aider *maintenant*

Après 30 mois de guerre, la stratégie d'invasion de l'Ukraine par Poutine est claire comme de l'eau de roche : rendre le coût de la résistance ukrainienne si élevé et la vie sous le feu si insupportable que le moral de l'armée et des civils est détruit et que le gouvernement ukrainien est contraint d'accepter un "accord de paix" qui cède des provinces entières à l'envahisseur.

Dans ce scénario désastreux, le régime criminel du Kremlin survivrait lui-même, ce qui serait non seulement une catastrophe pour l'Ukraine et les droits démocratiques partout dans le monde, mais aussi "le pire désastre qui soit arrivé à la Russie dans l'histoire moderne" ([selon les termes du dissident socialiste russe anti-guerre emprisonné Boris Kagarlitsky](#)).

La stratégie de Poutine comporte trois volets :

- Sur la ligne de front, il s'agit de faire reculer la résistance ukrainienne à Donetsk, en tirant parti de la supériorité de cinq contre un de la Russie en matière de munitions (avec l'aide de la Corée du Nord), tout en renforçant les effectifs de l'armée jusqu'à 1,6 million d'hommes - plus de chair à canon pour le front du Donbass et pour contrer l'incursion ukrainienne dans la région de Kursk.
- En Ukraine, pour continuer à pulvériser l'infrastructure énergétique du pays. Le rapport "[Attacks on Ukraine's Energy Infrastructure : Harm to the Civilian Population](#)", rédigé par la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine (HRMMU), décrit en détail les destructions déjà commises et

GRUPE ÉDITORIAL

Alfons Bech, coordinateur syndical, ENSU, membre des Commissions des travailleurs de Catalogne (CCOO)
Vasyl Andreyev, président du syndicat de la construction de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)
Maksim Pazniakou, président par intérim du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP)
Luca Cirigliano, responsable des affaires internationales, Union syndicale suisse (USS)
Cati Llibre, secrétaire internationale, Union générale des travailleurs (UGT), Catalogne
Colin Long, Just Transitions Officer, Victorian Trades Hall Council (VTHC), Australie
John Moloney, secrétaire général adjoint, Public and Commercial Services Union (PCS), Royaume-Uni
Frederico Henrique, dirigeant des Travailleurs de la lutte socialiste (TLS), Brésil
André Frappier, ancien président de la section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)
Martin Gaillie, délégué du Syndicat des universitaires de l'Université du Québec au Conseil central du Montréal métropolitain de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Patrick Le Tréhondat, membre de l'Union Syndicale Solidaires (USS), France
Dick Nichols, Groupe de coordination du RESU, membre du Syndicat des journalistes de Catalogne (SPC)

l'anéantissement prévu pour l'hiver (lorsque les températures tomberont à 20 degrés au-dessous de zéro ou moins).

- Sur la scène politique mondiale, renforcer la position des alliés de droite et d'extrême droite du Kremlin, ainsi que de ses partisans "anti-impérialistes" dans les BRIC, en Afrique subsaharienne et en Asie centrale (y compris les Talibans). Plus important encore, miner davantage le soutien des États-Unis et de l'Union européenne à l'Ukraine par une victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de novembre et en incitant les gouvernements hongrois et slovaque à saboter le soutien de l'Union européenne (UE).

Que doit faire le mouvement syndical qui soutient l'Ukraine et ses travailleurs ?

La priorité immédiate

Tout d'abord, répondre immédiatement et généreusement aux demandes des organisations syndicales ukrainiennes. Ces demandes ont été formulées lors de la récente visite de la délégation combinée de la FPU et de la KVPU dans l'État espagnol (voir page 13-20). Lors de ses entretiens avec le gouvernement catalan et le Conseil de Barcelone, la délégation a souligné l'importance pour l'Ukraine d'être approvisionnée le plus rapidement possible en matériel électrique d'urgence (générateurs, accumulateurs et chargeurs).

Les attaques russes ont détruit toutes les centrales thermiques de l'Ukraine. Alors que les autorités ukrainiennes de l'énergie prévoient des coupures de courant quotidiennes de 4 à 18 heures au cours de l'hiver à venir, l'accès à ces équipements de production d'urgence peut faire la différence entre la vie et la mort.

La population ukrainienne est confrontée à un hiver marqué par des pannes d'électricité qui pourraient couper l'accès à l'eau (en particulier dans les immeubles de grande hauteur), immobiliser les systèmes de chauffage (en particulier lorsqu'ils sont centralisés, comme à Kyiv), paralyser les hôpitaux et les services de santé, et faire s'effondrer les réseaux d'égouts. L'impact sur les chances de survie des populations pourrait être catastrophique, en particulier pour les personnes âgées, les infirmes et les handicapés.

Le mouvement syndical lui-même doit apporter la plus grande contribution financière possible à l'acquisition d'équipements de production d'électricité d'urgence permettant de sauver des vies et de résister à l'assaut à venir, mais il doit surtout faire pression sur les gouvernements à tous les niveaux pour qu'ils fournissent les fonds nécessaires à l'échelle requise.

Mettre fin aux importations de combustibles fossiles russes

L'effort de guerre russe est financé en grande partie par les exportations de combustibles fossiles, qui représenteront 63 % des recettes d'exportation de la Russie en 2022.

Selon [Razom We Stand](#), la campagne ukrainienne contre les exportations de combustibles fossiles russes et pour la durabilité énergétique, "depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie gagne près d'un milliard d'euros par jour en vendant du pétrole et du gaz à l'Europe. Sans un véritable embargo sur les combustibles fossiles russes, la guerre en Ukraine ne prendra jamais fin".

Si les pays de l'UE ont réduit leurs importations de combustibles fossiles russes depuis février 2022 (plus de la moitié en valeur sur cette période), l'UE reste leur deuxième plus grand importateur, juste derrière la Chine.

Les importations de GNL de l'UE ont en fait augmenté. [Selon un article paru le 12 avril dans le quotidien économique espagnol *El Economista*](#), "un dixième du gaz russe qui était auparavant acheminé vers l'UE par gazoducs arrive désormais par navires-citernes".

L'article cite un rapport de S&P Global selon lequel "l'Europe continuera à dépendre du gaz russe", cette dépendance ayant déjà augmenté au cours du premier trimestre 2024, passant de 13 % à 16 % des importations totales de combustibles fossiles.

Selon [l'analyse mensuelle d'août 2023 des exportations de combustibles fossiles russes et des sanctions](#) du Centre for Energy Research and Clean Air (CREA), la France, l'Espagne et la Belgique sont les principaux pays importateurs de GNL russe dans l'UE, l'Espagne représentant 32 % de l'ensemble des expéditions. L'Espagne a augmenté ses importations parce qu'elle dispose de sept usines de regazéification, souvent sous-utilisées (27 % de la capacité totale de l'UE et du Royaume-Uni).

Selon David Lewis, analyste GNL chez S&P Global, il est peu probable que cette tendance change car le gouvernement espagnol, dirigé par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), n'interviendra pas pour annuler les contrats entre les entreprises privées.

La prémisse de cet argument est en partie fausse - la propriété de l'usine de regazéification du port de Bilbao n'est pas totalement privée, mais [partagée par l'Agence de l'énergie du gouvernement basque \(EVE\)](#) avec le groupe privé Enagás. Toutefois, même si l'industrie du gaz était à 100 % privée, un gouvernement progressiste pourrait agir en considérant que la réduction du financement de la guerre de la Russie contre l'Ukraine est une priorité plus importante que les profits des géants des combustibles fossiles.

Rien qu'au cours des huit premiers mois de 2024, les importateurs espagnols ont payé 1,4 milliard d'euros aux exportateurs russes pour le GNL, contre 1 milliard d'euros d'aide militaire et générale que le gouvernement espagnol s'est engagé à verser à l'Ukraine pour l'ensemble de l'année 2024.

Pour l'ensemble de l'UE, l'ACI calcule que la Russie a accumulé à ce jour 194 milliards d'euros de recettes totales provenant des combustibles fossiles depuis le début de la guerre, contre [un peu plus de 116 milliards d'euros d'aide](#) financière, militaire, humanitaire et en faveur des réfugiés que l'UE et ses États membres ont mis à la disposition de l'Ukraine. ,

[Selon le CREA](#) : "Il faudrait faire beaucoup plus pour limiter les recettes d'exportation de la Russie et restreindre le trésor de guerre du Kremlin. Il s'agit notamment d'abaisser le plafond des prix du pétrole, de renforcer la surveillance et l'application des sanctions et d'interdire les combustibles fossiles non sanctionnés tels que le GNL et les combustibles provenant de pipelines qui sont légalement autorisés à entrer dans l'UE.

Le CREA ne précise pas combien de milliards l'application stricte de ces mesures aurait pu retirer des coffres du Kremlin, mais indique qu'"un plafond de prix plus bas de 30 dollars par baril (toujours bien au-dessus du coût de production de la Russie qui [s'élève en moyenne à 15 dollars par baril](#)) aurait réduit les recettes d'exportation de pétrole de la Russie de 25 % (66 milliards d'euros) depuis l'imposition des sanctions en décembre 2022 jusqu'à la fin du mois d'août 2024".

La tâche des syndicats solidaires de l'Ukraine consiste à soutenir le type de mesures proposées par le CREA et Razom We Stand. Nous devrions promouvoir des campagnes pratiques au niveau national qui peuvent réduire la dépendance à l'égard des importations

de combustibles fossiles russes et aussi - ce qui est un sous-produit extrêmement positif - accélérer la transition vers des alternatives énergétiques écologiquement durables.

L'ENSU a déjà participé à deux campagnes de ce type : la première, qui a permis de mettre fin au transbordement de GNL dans le port belge de Zeebrugge, et la seconde, menée par la campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse, visant à empêcher l'entreprise Seapeak, basée à Glasgow, de transporter du GNL russe depuis la Sibérie.

Nous souhaitons contribuer à la mise en place de campagnes similaires à grande échelle dans la mesure du possible et nous encouragerons les organisations syndicales à tous les niveaux à s'y associer.

Redoubler d'efforts pour gagner les cœurs et les esprits

La guerre en Ukraine se poursuit, avec des troupes ukrainiennes de plus en plus fatiguées qui résistent tant bien que mal à l'assaut russe sur le front de Donetsk. Pourtant, si l'on en croit les résultats des récentes élections régionales en Allemagne, leur lassitude face à la guerre n'est rien comparée à celle de millions d'électeurs qui ont soutenu des partis - d'extrême droite (Alliance pour l'Allemagne) et ostensiblement de gauche (Alliance Sahra Wagenknecht) - qui réclament la fin de l'aide militaire allemande à l'Ukraine.

Cette "offensive de paix", comme celle d'autres pacifistes et gauchistes bien intentionnés mais innocents, n'a et ne peut avoir qu'un seul effet dans le monde réel : mettre encore plus en péril l'aide déjà insuffisante que reçoit l'Ukraine, en renforçant et en enhardissant l'envahisseur russe.

Sans réponse, ceux qui exigent un cessez-le-feu dès maintenant au nom de la "paix" pourraient également saper le soutien à l'Ukraine au sein même du mouvement syndical, notamment de la part des "leaders" qui, tout en affirmant leur soutien, ne trouvent pas le courage de rompre leurs liens avec le syndicalisme officiel russe pro-Poutine (la Fédération des syndicats indépendants de Russie, FNPR).

Le mouvement syndical qui soutient l'Ukraine ne doit pas se résigner à considérer cette "offensive de paix" comme un simple moment politique qui se dissipera.

L'inverse est vrai. Notre responsabilité à l'égard de l'Ukraine est de répondre énergiquement à ceux qui exigent un cessez-le-feu à tout prix, en alertant les membres de nos syndicats sur les véritables enjeux à ce stade de la guerre.

Toujours à l'écoute de nos frères et sœurs ukrainiens qui nous disent qu'ils ont des besoins urgents, ce sont les choses les plus importantes pour lesquelles le mouvement syndical doit se battre en ce moment critique :

- Équipements de production d'électricité d'urgence pour l'Ukraine maintenant !
 - Réduire les importations de combustibles fossiles russes !
 - Mettre fin à tous les liens avec le FNPR !
 - Contrer les forces pro-Poutine ou les forces favorables à la paix en Russie dans nos propres pays
-
- **NOTE : Le taux de change de la hryvnia ukrainienne (UAH) par rapport à l'euro utilisé dans ce numéro de la lettre d'information est celui en vigueur le 30 septembre 2024.**

Campagne : Arrêtez les importations de combustibles fossiles russes

Manifestation contre une entreprise écossaise qui "aide la Russie à financer la guerre en Ukraine".



Source : The National

(23 juillet 2024) Des militants manifestent devant le siège d'une entreprise écossaise qui aiderait Vladimir Poutine à financer la guerre en Ukraine.

La manifestation (photo) organisée par l'Ukraine Solidarity Campaign Scotland s'est déroulée devant le siège de Glasgow de la multinationale Seapeak, spécialisée dans le transport maritime de GNL.

Cette décision intervient après qu'une [enquête de Sky News](#) a révélé que l'entreprise transportait de grandes quantités de gaz naturel liquéfié (GNL) russe de Sibirie vers la Belgique, la France et l'Espagne, à bord d'énormes navires-citernes brise-glace.

L'entreprise n'enfreint aucune loi en permettant les exportations de gaz qui soutiennent le régime du Kremlin et son

armée et, par extension, en contribuant à financer la guerre en Ukraine.

La poursuite du transport de GNL à partir de la Russie a probablement aussi aidé les prix du gaz à rester plus stables dans le contexte de la crise du coût de la vie.

Mais les actions de l'entreprise vont à l'encontre de l'appel lancé par le gouvernement écossais à toutes les entreprises pour qu'elles rompent leurs relations commerciales avec la Russie.

D'après les documents déposés par les entreprises, la société écossaise fait partie d'une entreprise mondiale plus importante appartenant à un investisseur américain.

Un communiqué du groupe de protestation a déclaré : "La Russie augmente massivement sa production de gaz, ce qui provoque le réchauffement climatique et menace la vie humaine sur notre planète.

"Il s'agit d'un nouveau crime environnemental de la part de la Russie, qui commet également des actes délibérés d'écocide en Ukraine, notamment en faisant exploser le barrage de Kakhovka et en endommageant des centrales nucléaires.

"Si le nouveau gouvernement travailliste envisage sérieusement d'imposer des sanctions à la Russie, le transport et l'assurance du GNL russe doivent être inclus dans ces sanctions.

"Seapeak, arrêtez d'expédier du gaz russe ! Arrêtez de financer la guerre de la Russie ! De vraies sanctions maintenant !

"Pour une paix juste en Ukraine - toutes les troupes russes doivent quitter l'Ukraine immédiatement. Pour une transition juste et urgente vers les sources d'énergie renouvelables".

Seapeak a été contacté pour un commentaire.

Stop Glasgow-based Seapeak's shipping of Russian Liquefied Natural Gas (LNG)

*Seapeak, a Glasgow-based shipping company, one of the world's largest owner-operators of tankers, is transporting every year \$4bn-worth of Russian LNG from Siberia to Belgium, France and Spain, in massive ice-breaking tankers such as the Yakov Gakkel (pictured). So Seapeak is helping to finance Putin's invasion of Ukraine, a war which includes its illegal and murderous bombing of children's hospitals.



Children being evacuated from bombed Kyiv hospital



Seapeak ice-breaking Tanker Yakov Gakkel

* Russian largest export, oil, has been sanctioned by the UK, the EU and the US since Putin's illegal and genocidal full-scale invasion of Ukraine in February 2022, in which tens of thousands have been killed and millions forced to flee their homes, many thousands to Scotland.


* But as revealed by a recent Sky News report <https://news.sky.com/story/the-critical-cog-in-putins-machine-and-how-british-firms-help-to-keep-russian-gas-flowing-into-europe-13161807>, 15%, and rising, of the EU's gas is still being imported from Russia, half of it as LNG. UK based companies such as Seapeak and City of London insurers are profiting from its transportation. Because the UK itself no longer imports Russian LNG itself, there can be no

"national energy security" defence for doing this. Seapeak and the City insurers are simply helping to finance Russia's dirty war to turn a (no doubt massive) profit for its US private equity owner. Gas, like all fossil fuels, of course, causes global warming which threatens human life on our planet.

Keir Starmer has made his support for Ukraine clear. But if the new Labour government is serious about effective sanctions on Russia, a ban on UK companies' involvement in the transport and insurance of Russian LNG should be included.

*Seapeak stop shipping Russian gas.
*Stop funding Russia's war. Effective Sanctions now.
*The new Labour government should ban UK-based companies from shipping or insuring the transport of Russian gas.
*For a just peace in Ukraine - all Russian troops out of Ukraine now.
*For a just and urgent transition to renewable energy sources.

Contact the Ukraine Solidarity Campaign Scotland to find out more about this campaign
uscscotland@gmail.com
<https://www.facebook.com/USCScotland>
[facebook.com/groups/USCScotland](https://www.facebook.com/groups/USCScotland)
<https://twitter.com/USCScotland>
<https://ukrainesolidaritycampaign.org/>



Lettre ouverte au Parlement européen : interdire les importations de combustibles fossiles russes

Source : Razom We Stand.

Introduction par le comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(9 juillet 2024) Un appel initié par Razom We Stand, une organisation environnementale en Ukraine, a été envoyé au Parlement européen suite aux élections de juin 2024. Il est soutenu par 115 personnes représentant diverses organisations environnementales et solidaires de la résistance populaire en Ukraine. Il demande un embargo total sur les combustibles fossiles russes dans l'Union européenne.

Le 18 juillet, le Parlement européen nouvellement élu tiendra sa première session. Il est donc particulièrement important que la solidarité avec l'Ukraine soit inscrite à l'ordre du jour comme l'une des principales priorités de l'Union européenne pour les années à venir.

Cet appel est particulièrement important dans le contexte de la nouvelle législature du Parlement européen. Les partis d'extrême droite ont considérablement augmenté leur représentation lors des dernières élections européennes. S'ils n'ont pas de position commune sur la guerre en Ukraine, ils sont néanmoins proches de l'idéologie de Poutine, qu'ils partagent sur des questions clés telles que la haine des migrants, l'hostilité au féminisme, le culte de l'homme autoritaire du destin et l'indifférence à l'égard de la crise environnementale. L'extrême droite reste divisée par différents facteurs, comme les rivalités entre plusieurs partis dans un même pays (Reconquête contre Rassemblement national en France, Lega



Le ministre fédéral belge de l'énergie, Tinne van der Straeten, s'adresse aux manifestants qui demandent l'arrêt des importations et du transbordement de GNL russe en Belgique (Bruxelles, 12 mai 2024, Crédit : RESU-Belgium).

contre Fratelli d'Italia en Italie, Vox contre Se Acabó la Fiesta en Espagne). D'autres divisions sont liées à des divergences sur les tactiques de dissimulation plus ou moins étendues utilisées par l'extrême droite pour se "dédiaboliser", et sur les alliances qu'elle est prête à nouer avec la droite traditionnelle.

Il y aura désormais trois

groupes d'extrême droite au Parlement européen, qui comprennent tous des partis historiquement liés à Poutine, même si certains d'entre eux se sont prononcés contre l'agression russe en 2022.

Le plus grand groupe d'extrême droite a été récemment créé à l'initiative du président hongrois Viktor Orban. Son président est Jordan Bardella, du Rassemblement national, et l'un de ses coprésidents est le général italien Roberto Vannacci, ancien attaché militaire italien à Moscou entre 2020 et 2023. En 2023, Vannacci [a publié un livre](#) dans lequel il fait l'éloge du régime de Poutine. Il est élu au Parlement européen sur la liste de la Lega menée par Matteo Salvini. Ce dernier, ministre du gouvernement Meloni, s'est prononcé contre la récente fourniture à l'Ukraine d'un système de défense antiaérienne. Il est donc particulièrement important de soutenir l'appel. Si vous connaissez des membres du Parlement européen, n'hésitez pas à soutenir cette initiative.

Texte de la lettre ouverte

Chers membres du Parlement européen,

Nous, soussignés, vous lançons un appel dans l'espoir que vous continuerez à soutenir l'Ukraine dans ses efforts pour mettre fin à la guerre. Nous pensons que l'un des principaux moyens d'y parvenir est d'arrêter les flux d'argent de l'Europe vers la Russie pour l'achat de combustibles fossiles russes.

Lors des élections européennes du 6 au 9 juin 2024, les citoyens européens ont décidé qui ils souhaitent voir diriger l'Union au-delà de 2024 pour les cinq prochaines années. Ce nouveau départ offre une chance de remédier aux erreurs du passé et de tenir la promesse initiale de paix et de prospérité de l'Union européenne.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE a fait preuve de courage face à une guerre brutale contre les valeurs européennes et à une violation sans précédent du droit établi et de l'ordre international. Le maintien d'un soutien financier, humanitaire et militaire vital à l'Ukraine a aidé le pays à résister et à se défendre.

Cependant, plus de deux ans après le début de la guerre, les États membres de l'UE restent l'un des principaux contributeurs à la machine de guerre russe, par le biais du commerce de combustibles fossiles avec la Russie (suivie par la Chine et l'Inde), en raison de paquets de sanctions incomplets comportant des lacunes et un manque de mécanismes d'application. Ces lacunes ont rapporté au Kremlin des recettes fiscales directes estimées à 1,13 milliard d'euros.

L'UE était le quatrième acheteur de combustibles fossiles russes en mai, les importations représentant 13 % (1,9 milliard d'euros) des cinq principaux acheteurs. Le gazoduc représentait la plus grande part des

achats de combustibles fossiles russes par l'UE (45 %), suivi du GNL (27 %) et du pétrole brut (22 %). Ces chiffres dépassent l'aide accordée à l'Ukraine.

En juin 2024, le Conseil de l'UE a adopté son 14e train de sanctions contre la Russie. Si l'intention d'imposer de nouvelles restrictions est louable, les mesures actuelles laissent à la Russie suffisamment de temps pour s'adapter, ce qui réduit considérablement leur efficacité globale. En particulier, l'interdiction des transbordements de GNL, qui doit entrer en vigueur le 26 mars 2025, donne à la Russie neuf mois pour s'adapter aux

nouvelles restrictions. Étant donné que cette sanction n'a qu'un impact direct minime sur l'économie de l'UE, le report de sa mise en œuvre semble inutilement indulgent. Ces sanctions relativement faibles sapent non seulement la position d'indépendance énergétique de l'UE, mais elles ont également un coût horrible pour l'Ukraine, qui continue de subir des attaques quotidiennes entraînant des pertes massives de vies humaines et d'immenses dégâts environnementaux en raison de la guerre en cours.

En outre, nous reconnaissons les efforts déployés pour éliminer progressivement le gaz russe via [REPower EU](#) d'ici 2027, mais le paquet prolonge de 4 ans le financement par l'UE de la guerre contre la Russie. Nous demandons instamment à chaque État membre de l'UE de prendre la décision souveraine de se débarrasser plus tôt des importations de combustibles fossiles russes et d'arrêter d'envoyer à la Russie des fonds qui finissent dans le trésor de guerre de Poutine.

À cette fin, l'UE devrait mettre fin à la pratique contre-productive consistant à financer la guerre, puis à envoyer de l'argent pour remédier à la destruction causée par les paiements de l'UE pour les combustibles fossiles. Retarder ou reporter l'embargo total sur les combustibles fossiles russes ne fera que prolonger la guerre russe, saper les objectifs climatiques de l'UE et entraîner de nouvelles pertes de vies humaines catastrophiques et incommensurables en Ukraine.

Nous vous demandons donc de veiller à ce que l'argent des contribuables des États membres de l'UE ne soit pas utilisé pour financer la guerre ou alimenter la crise climatique. Nous demandons que la première résolution du Parlement européen nouvellement élu appelle les États membres de l'UE à imposer un embargo complet et transparent sur le gaz russe d'ici la fin de 2024, dans le cadre du 15e paquet de sanctions.

Liste des signataires disponible [ici](#)



Plus de lecture :

- [Les oligarques russes sanctionnés sont autorisés à investir dans un producteur britannique de pétrole de la mer du Nord](#)
- [Ce que les sanctions de l'UE contre le GNL russe signifieraient pour le gaz mondial](#)

Campagne : Rompre tout lien avec le FNPR

Le mouvement syndical mondial doit demander des comptes à la Russie pour les crimes de guerre commis à l'encontre des travailleurs ukrainiens

Par Vasco Pedrina

Source : [Colonne mondiale du travail](#)

(18 septembre 2024) Les crimes de guerre commis par la Fédération de Russie contre le peuple ukrainien ont atteint un nouveau degré d'escalade. Les transgressions comprennent le bombardement délibéré d'hôpitaux, d'usines, de supermarchés et de bureaux de poste, et le meurtre de plus de onze mille civils. Les travailleurs ukrainiens sont attaqués, car le "syndicat" FNPR (Fédération des syndicats indépendants de Russie), fidèle au régime, a persécuté les syndicats ukrainiens dans les territoires occupés de Donbas et de Crimée, tandis que le gouvernement russe a bombardé les sièges des syndicats.

L'Organisation internationale du travail (OIT) doit s'attaquer au mépris flagrant de la Russie pour les droits fondamentaux des travailleurs et la dignité humaine. En tant qu'autorité mondiale en matière de normes du travail, l'OIT a à la fois le devoir et la capacité de faire face à ces violations de ses conventions. Il est essentiel que ces abus soient portés à la connaissance de l'OIT et que l'organisation prenne des mesures pour que la Russie réponde de ses crimes de guerre.

Inhumanité permanente

Les attaques criminelles de la Russie contre le système de santé ukrainien doivent être comprises comme visant non seulement les infrastructures vitales, mais aussi les lieux de travail et les travailleurs. En octobre 2024, Physicians for Human Rights a recensé 1442 attaques contre des établissements de santé, dont 742 hôpitaux et cliniques ont été détruits, entraînant la mort de 210 travailleurs de la santé. Il s'agit peut-être d'une sous-estimation puisqu'en août, Human Rights Watch a indiqué que la Russie avait endommagé ou détruit 1 736 installations médicales. L'Organisation mondiale de la santé a condamné à plusieurs reprises, en la qualifiant de crime de guerre, la tactique systématique de la Russie consistant à détruire les établissements de santé et à s'en prendre au personnel soignant.

Les travailleurs de la santé sont loin d'être les seuls à supporter le poids de l'agression russe. Les cas les plus flagrants sont ceux où les forces d'occupation russes non seulement torturent, tuent et déportent des civils ukrainiens, mais ont également instauré un système de travail forcé dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, en particulier dans l'industrie de l'énergie atomique. Le phénomène du travail forcé dans les centrales nucléaires occupées par les Russes est étayé par de nombreux éléments de preuve.

En outre, la persécution et l'expropriation des syndicats ukrainiens, organisées par la FNPR dans les territoires temporairement occupés par la Russie, constituent une grave atteinte aux droits fondamentaux des travailleurs ukrainiens. Ils ont interdit les activités des syndicats libres ukrainiens et persécutent sauvagement toute personne qui tente de maintenir le contact avec leur syndicat.

Ce qui est particulièrement grave, c'est que la FNPR sert volontairement de bourreau et de complice au régime de Poutine dans ses efforts pour supprimer la liberté d'association. La FNPR joue un rôle central dans la persécution des travailleurs ukrainiens dans les territoires occupés par le régime russe et est activement impliquée dans l'expropriation illégale des syndicats ukrainiens, dont elle tire profit.

La FNPR fait partie intégrante de l'appareil répressif, criminel et inhumain de la dictature de Poutine et, par extension, de ses crimes de guerre. Poutine a publiquement fait l'éloge de la FNPR lors de son congrès de 2024 pour avoir mis en œuvre le système de la "Nouvelle Russie" sur les lieux de travail de l'Ukraine occupée. La FNPR est le seul syndicat autorisé dans les territoires, et ceux qui n'y adhèrent pas et n'acceptent pas le processus de "russification" sont considérés avec suspicion par les forces d'occupation russes. Cette suspicion peut conduire à l'enlèvement ou à l'emprisonnement dans un centre de torture, comme l'ont montré de nombreux rapports de l'ONU.

L'attaque barbare de la Russie contre la Fondation suisse pour le déminage (FSD) à Kharkiv en juillet 2024 constitue une nouvelle violation grave du droit international par la Russie, qui ne sera certainement pas la dernière, et souligne l'urgence de cette question. Un mépris aussi flagrant des droits de l'homme et des normes internationales exige une action constante et décisive.

Il est impératif que ces cas soient portés devant l'OIT et que celle-ci tienne la Russie pour responsable de ses violations flagrantes des conventions de l'OIT destinées à protéger les droits les plus fondamentaux des travailleurs et la dignité humaine. Le système de l'OIT, en tant qu'autorité mondiale en matière de normes du travail, a la responsabilité et la fonction de s'attaquer à ces violations et de prendre position contre les actions de la Fédération de Russie.

Expulser le FNPR et cesser la collaboration

Il est essentiel d'aborder le rôle de la FNPR dans ce conflit. La FNPR, agissant comme une marionnette du gouvernement russe, a soutenu la persécution des syndicats ukrainiens dans les territoires occupés. Compte tenu de cette complicité, la FNPR ne représente pas les intérêts des travailleurs en Russie ou ailleurs.

La Confédération syndicale internationale (CSI) doit donc cesser tout soutien direct ou implicite à la FNPR. La poursuite de la reconnaissance ou de la collaboration avec une telle organisation ne ferait que légitimer ses actions et saper la crédibilité du mouvement syndical mondial. Cela signifie explicitement que la CSI doit empêcher la FNPR d'obtenir un siège au Conseil d'administration de l'OIT lors des prochaines élections.

Malheureusement, cette année, la CSI a permis (ou du moins n'a pas essayé d'empêcher) l'élection du représentant de la FNPR, Alexei Zharkov, en lui laissant une place vacante. Malgré l'amabilité malavisée de la CSI et le lobbying agressif de la FNPR et de ses alliés de l'ACFTU chinoise, Zharkov a été élu de justesse. Ce résultat est une réprimande cinglante pour la FNPR. Si la CSI s'était opposée à Zharkov, il n'aurait pas été élu.

En outre, le rôle des représentants russes à l'OIT dans la machine de guerre de Poutine devrait faire l'objet d'une enquête et ceux qui sont impliqués dans des crimes de guerre ou qui les soutiennent devraient être sanctionnés et se voir refuser l'octroi de visas. Il est incompréhensible que [le président de la FNPR] Mikhail Shmakov, qui agit sans vergogne en tant que complice de Poutine, ne figure à notre connaissance sur aucune liste de sanctions - en particulier contrairement aux représentants de l'association des employeurs russes qui ont été sanctionnés.

Enfin, lors de la prochaine réunion statutaire compétente, la CSI - le mouvement syndical démocratique mondial - doit faire un choix décisif et expulser la FNPR de ses rangs. Le fait que cette organisation belliciste ne soit que suspendue nuit déjà à la crédibilité de la CSI.

Fermer le bureau de l'OIT à Moscou

Dans la Russie de Poutine, la liberté d'expression et de pensée a été étouffée et il n'est plus possible de travailler librement. Cette situation s'étend même au personnel diplomatique, y compris celui de l'OIT, qui est régulièrement harcelé, comme on le murmure souvent à huis clos. Des rapports d'intimidation à l'encontre du personnel non russe ont également fait surface à plusieurs reprises.

Les travailleurs de nombreux pays ne se sentent plus en sécurité lorsqu'ils se rendent à Moscou, et beaucoup, en particulier ceux d'Europe de l'Est et du Caucase - régions qui ont souffert de l'agression russe - ne veulent pas travailler à Moscou. De nombreux syndicats d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale refusent d'être "gérés" depuis Moscou. Compte tenu de la situation en Géorgie, en Arménie et dans les pays d'Asie centrale, cette position est tout à fait compréhensible.

Il est particulièrement insoutenable que le Belarus, où Lukashenko, allié de Poutine, a interdit tous les syndicats démocratiques et emprisonné plus de 40 syndicalistes, soit officiellement couvert par un bureau de l'OIT basé à Moscou.

Par conséquent, le bureau de l'OIT devrait être déplacé sans plus tarder.

Les syndicats démocratiques doivent s'opposer au poutinisme

Nous exigeons une véritable solidarité syndicale avec nos collègues syndicalistes et travailleurs d'Ukraine, qui sont actuellement confrontés à l'invasion et à la tentative de destruction de leur nation. Nous attendons de tous les mouvements syndicaux démocratiques, y compris et surtout ceux des pays appartenant à l'UE, au G7, au G20 et aux BRICS, qu'ils s'opposent au fascisme criminel de guerre incarné par le poutinisme.

Rien ne peut justifier que les syndicats collaborent avec un tel régime et ses syndicats asservis, en particulier dans des cadres tels que le G20 et d'autres groupes dont la Russie est membre. Si le G20, les BRICS, etc. ne se distancient pas de ces actions et de ces membres, ils risquent de devenir des "clubs" qui protègent, légitiment et, en fin de compte, soutiennent les dictateurs et les criminels de guerre.

Points d'action contre le régime de Poutine

En conclusion, l'ensemble de la communauté syndicale internationale doit s'exprimer clairement et bruyamment face à ces atrocités. Porter ce cas devant l'OIT n'est pas seulement une étape nécessaire pour demander des comptes à la Russie, c'est aussi une mesure essentielle pour protéger l'intégrité des normes internationales du travail. L'OIT et la CSI doivent rester unies dans leur engagement en faveur de la justice, des droits de l'homme et de la protection des travailleurs dans le monde entier.

C'est pourquoi tout mouvement syndical démocratique devrait exiger :

- Que l'OIT, par tous les moyens légaux disponibles, prenne immédiatement toutes les mesures nécessaires pour poursuivre, nommer et punir toutes les violations des droits des travailleurs et des syndicats commises par la Russie en Ukraine. La CSI et les organisations syndicales internationales doivent prendre toutes les mesures juridiques et pratiques nécessaires à cette fin lors de la prochaine réunion de l'OIT.
- Que la CSI et tous ses organes régionaux se distancient complètement de la FNPR en tant que complice du régime de Poutine - non seulement en Europe mais aussi en Asie, en Australie, en Amérique du Nord, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Nous exigeons une véritable solidarité syndicale contre le régime dictatorial imprudent et agressif de Poutine et ses mandataires au sein de la FNPR. La CSI doit enfin expulser la FNPR de ses membres.
- Le transfert immédiat du bureau de l'OIT de Moscou, dont le maintien serait en contradiction avec les valeurs et la mission de l'OIT en matière de promotion des droits des travailleurs et de la justice, compte tenu des violations constantes du droit international par la Fédération de Russie.
- En tant que syndicats démocratiques, fiers et forts, la CUT brésilienne et la COSATU sud-africaine devraient envisager de ne pas donner de légitimité et de crédibilité à la FNPR et à l'ACFTU en s'engageant dans le Forum syndical des BRICS.

***Note :** Vasco Pedrina a été coprésident du [syndicat Unia](#) et vice-président de l'IBB (Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois) et représentant de l'Union syndicale suisse au comité consultatif de l'AELE (Association européenne de libre-échange).*

Médias sociaux du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Site web : www.ukraine-solidarity.eu

Facebook : <https://www.facebook.com/EuropeUkraineSolidarity/>

Tour d'Espagne pour la FPU et la KVPU



« Nous sommes venus ici pour parler entre travailleurs »

Par **Alfons Bech** (Coordinateur syndical du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine)

(29 septembre 2024) Pour la première fois, les dirigeants des deux principales centrales syndicales ukrainiennes se sont rendus en Espagne : Grigori Osovyi et Vasyl Andreyev, président et vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et Olesia Briazgunova, responsable internationale de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU). Le président de la KVPU, Mihaylo Volynets, qui est également membre du Parlement ukrainien (la Verkhovna Rada), a dû rentrer à Kyiv à mi-chemin, convoqué en tant que membre de la commission de l'énergie en raison de la gravité de la situation après les dernières attaques de la Russie contre des centres énergétiques clés. Ce détail montre à quel point cette tournée a été compliquée en pleine guerre et l'importance que la délégation ukrainienne y a attachée (voir les photos des réunions publiques de Barcelone et de Madrid, respectivement en haut et en bas de cette page).

Les syndicalistes qui sont venus ont une longue expérience. Grigori Osovyi vient de l'ancien syndicat officiel, affilié au [Conseil central des syndicats de toute l'Union](#), qui est devenu le FPU après l'indépendance de l'Ukraine. Il a été membre du parti communiste, mais n'est aujourd'hui affilié à aucun parti. Olesia est une jeune syndicaliste, mais elle a milité pendant des années au sein du KVPU. Ce syndicat indépendant a été créé en rassemblant des syndicalistes qui ont participé aux grèves minières et autres, en particulier dans le Donbas, comme l'ont fait son président Mihaylo Volynets et sa vice-présidente Natalia Levytska. Elle a été créée à la fin de l'année 1998. Vasyl Andreyev, ouvrier du bâtiment depuis l'âge de 14 ans, a rejoint le FPU : malgré sa relative jeunesse, il en est le vice-président et le responsable international. Les paroles de Vasyl lors de la manifestation du dernier jour de la tournée sont éloquentes quant à ses attentes : *"Nous sommes venus ici pour parler d'ouvrier à ouvrier."*



La délégation des deux centrales syndicales ukrainiennes a été rendue possible par l'invitation de l'[Union générale des travailleurs](#) (UGT). En février de cette année, une délégation de l'UGT de Catalogne s'est rendue à Kyiv pour participer à une conférence internationale de solidarité syndicale à l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre. Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU) avait facilité les contacts et les rencontres à Paris et, en tant que responsable de la coordination syndicale du RESU, j'ai eu le privilège de les accompagner. Les menaces d'attentats nous ayant contraints à nous cacher dans l'abri de l'hôtel, notre délégation était la seule délégation internationale présente à la conférence. À partir de là, la préparation du tour d'Espagne a commencé, et c'est l'UGT qui a concrétisé ce pas en avant. La première et la plus importante partie de la visite a été les réunions à Barcelone et à Madrid avec les responsables des fédérations de l'UGT, où nous avons pu partager nos expériences et nos préoccupations.

Les visites à Barcelone et à Madrid ont été un succès. Au cours d'une semaine épuisante de réunions, d'événements, d'entretiens et de visites, plusieurs actions possibles pour aider les syndicats, les réfugiés et les migrants ont été ouvertes. Au Parlement catalan, la délégation a rencontré l'orateur, Josep Rull, d'[Ensemble pour la Catalogne](#) (Junts), qui s'est montré intéressé et espère pouvoir organiser une prochaine visite des syndicats pour les entendre lors d'une session parlementaire ou d'une commission. La délégation a également eu un entretien avec les fractions parlementaires du [Parti socialiste de Catalogne](#) (PSC), de la [Gauche républicaine de Catalogne](#) (ERC) et de Junts, au cours duquel ils ont promis de les aider dans divers domaines. La délégation ukrainienne a souligné le rôle des syndicats dans la guerre et la reconstruction et a promis d'établir des contacts avec le parlement ukrainien (Verkhovna Rada).

À Madrid, les syndicalistes ukrainiens ont également rencontré les fractions du Congrès du [Parti socialiste ouvrier espagnol](#) (PSOE), [Sumar](#) et ERC. Les groupes parlementaires souhaitaient les aider spécifiquement sur les programmes de formation pour les syndicalistes et sur les réglementations européennes en matière de travail et de droits. Ces réunions politiques officielles ont rassemblé des fonctionnaires du parlement espagnol des commissions des affaires étrangères, du travail, de l'économie sociale, de la migration et du pacte de Tolède (système de pension), ainsi que des fonctionnaires de l'UE, du gouvernement catalan et du conseil municipal de Barcelone.

Outre ces représentants politiques, la délégation ukrainienne a rencontré (en Catalogne) des associations de la société civile telles que [Ómnium Cultural](#), le [Centre international Escarré pour les minorités ethniques et nationales](#), le [Centre de Barcelone pour les affaires internationales](#) et l'[Institut international catalan pour la paix](#), ainsi que différentes associations ukrainiennes à Barcelone et à Madrid, y compris l'[ambassade ukrainienne des arts](#) à Barcelone.

Les syndicalistes ukrainiens ont également participé aux événements de la Journée nationale (*Diada*) de Catalogne (11 septembre). Devant la statue de Rafel de Casanova (la plus haute autorité militaire et politique de Catalogne pendant le siège de Barcelone par les Bourbons en 1714) et avec les



syndicats UGT et [Commissions ouvrières](#) (CCOO), les Ukrainiens ont présenté leur propre offrande, avec des fleurs bleues et jaunes symbolisant les couleurs de leur drapeau (photo).

Passons maintenant à un très bref examen de certaines des questions politiques qui ont été soulevées au cours de ces réunions et qui, à mon avis, peuvent présenter un intérêt.

Impact de la guerre sur la classe ouvrière

La première chose que les syndicalistes nous ont dite, c'est que la guerre affecte gravement la vie de tous les travailleurs. Elle a commencé en 2014 avec l'occupation de la Crimée et de certaines parties du Donbas, mais avec son extension en 2022, elle est devenue une horrible situation quotidienne partout en Ukraine.

Grigori Osovyi déclare : *"La guerre a entraîné la perte de 2,7 millions d'emplois directs dans les secteurs de la construction, de l'alimentation et de l'industrie. Nos membres sont également en première ligne. Une autre partie est en exil. Tout cela a entraîné une baisse très importante du nombre de membres et du paiement des cotisations. Au total, neuf millions d'emplois ont disparu."*

"Pour comprendre l'ampleur de la guerre, il faut savoir que rien qu'à Kyiv, il y a eu 1 500 tirs de roquettes. Ces attaques ont lieu jour et nuit, délibérément pour que la population ne puisse pas se reposer. De nombreuses personnes, enfants, femmes, hommes, ont besoin de soins psychologiques"

Olesia Briazgunova ajoute : *"Les enfants et les jeunes qui doivent se réfugier grandiront dans un climat de peur. Ils bombardent les centres d'énergie. Qu'arrivera-t-il aux enfants et aux femmes cet hiver ?"*

La situation en première ligne

Selon Vasyl Andreyev : *"Vingt pour cent de nos membres sont aujourd'hui dans l'armée. Notre pays est en guerre parce qu'ils nous ont attaqués, et nos membres sont absents du travail parce qu'ils se battent pour défendre le pays"*.

Grigori ajoute : *"Le système d'ordre mondial est très faible. Il n'y a pas d'organisme mondial qui touche une clé et crée la paix, c'est la réalité. L'Espagne nous aide militairement, ainsi que les États-Unis et l'Europe, mais ils ne nous ont pas envoyés de fusées ou de munitions en quantité suffisante. La Russie dispose d'un million de munitions. Les pays occidentaux nous donnent 20 % de ce que la Russie utilise contre nous. Il n'y a pas de roquettes, nous avons donc besoin, au minimum, de drones"*.



Olesia Briazgunova, responsable internationale de la KVPV, avec Camil Ros, secrétaire général de l'UGT

Olesia dit : *"Merci beaucoup pour l'aide militaire que l'Espagne apporte. Elle nous aide à nous défendre. Le peuple ukrainien n'abandonne pas, il se battra toujours pour sa liberté. Aujourd'hui, un de nos camarades est mort. Nous payons un prix très élevé pour notre souveraineté et pour la défense de l'Europe."*

Perspectives militaires

Olesia ajoute que *"l'armée russe a un plan pour fermer tout ce qui est indispensable à la vie des gens et à l'économie de l'Ukraine : l'énergie, l'eau, les communications. Il est dangereux de travailler dans les mines, dans les centrales nucléaires qui sont attaquées,*

dans les centres de distribution d'électricité : l'énergie électrique est l'élément vital du pays. Sans

électricité, il est très dangereux de travailler dans les zones minières et les mines : 51 de nos employés sont bloqués sous terre, mais ils continuent à travailler malgré le risque de nouvelles frappes aériennes".

Grigori répond à un député à Madrid : *"26% du territoire ukrainien est occupé par la Russie. Il n'y a pas de conditions pour des négociations".* Il évoque deux possibilités : *"L'Ukraine peut gagner. Les relations économiques avec la Russie doivent être rompues et l'agresseur devra cesser. La Russie n'aurait plus d'argent en un mois si toutes les relations économiques étaient interrompues.*

L'autre alternative : *"Si nous perdons des territoires, la Russie entrera à Kyiv. Puis en Pologne. Et ce pourrait être la troisième guerre mondiale".*

Propagande poutiniste parmi les travailleurs russes et en Espagne même

Au cours des visites et des contacts avec les groupes parlementaires, la délégation a entendu des questions et des opinions étonnantes sur la paix. Bien que le visage de chacun soit plutôt sérieux, ils sourient de temps en temps. Mais les yeux clairs d'Olesia se sont écarquillés devant des déclarations telles que "le plus urgent, c'est la paix, car les deux camps enterrent leurs morts" - sans guère de distinction entre attaquant et attaqué.

Grigori dit qu'il a pu détecter beaucoup de propagande pro-poutiniste à Barcelone : *Ils disent que la Russie a fait une "guerre préventive" parce que l'Ukraine voulait l'attaquer. Ils disent aussi que l'Ukraine est un État nazi. Nous avons une fierté nationale, nous avons une longue histoire, mais nous n'avons jamais été nazis. Autre mensonge : le Sud et le Donbas sont des territoires russes. Nous sommes préoccupés par le fait que 70 % des Russes croient à ce mensonge. Entre 70 et 80 % des Russes pensent que l'Ukraine n'a pas à exister, que ces terres sont russes. Il est difficile de faire entrer la vérité dans le cerveau de ces gens.*

À Madrid, Grigori déclare également : *"Un syndicat russe [la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR)] soutient pleinement l'agression de son pays. Dans les régions occupées, nous avons des militants syndicaux qui ont dû partir à cause de la répression. Ce syndicat agit pour remplacer nos militants et met en place les siens. La langue ukrainienne est également remplacée. Un documentaire primé sur les soldats russes montre tout naturellement qu'ils veulent gagner la guerre et qu'ils font tout ce qu'il faut pour cela.*

Il répète : *"Il n'y a pas de conditions pour négocier la paix".*

Olesia ajoute : *"Plus de 2000 syndicalistes et travailleurs des services publics des territoires occupés ont été enlevés".*

La FPU et la KVPU se sont notamment battues pour tenter d'expulser la FNPR de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le syndicat a invité Poutine à s'exprimer lors de son congrès et a manifesté son soutien total à l'"opération militaire spéciale" contre l'Ukraine. Lors de la dernière conférence de l'OIT, les syndicats ukrainiens ont failli obtenir la non-élection de la FNPR en tant que membre du conseil d'administration, mais l'absence de soutien fort de la part de la direction de la Confédération syndicale internationale (CSI) l'en a empêché. La FNPR n'a été élue qu'à une voix près : jamais auparavant la FNPR n'avait bénéficié d'un soutien international aussi faible ! Dans le même temps, Vasyl Andreyev a été nommé à l'un des 19 sièges de député sans aucune opposition. Une belle réussite.

Dialogue social entre le gouvernement et les syndicats

L'un des principaux objectifs de la visite était de permettre aux syndicats ukrainiens d'expliquer leurs relations avec le gouvernement ukrainien et leur point de vue sur les politiques économiques et sociales du gouvernement. S'ils ont été très clairs sur la nécessité de se défendre contre l'agresseur et de soutenir l'armée et le gouvernement dans le domaine militaire, ils ont été tout aussi clairs sur leur mécontentement face au néolibéralisme et aux attaques du gouvernement contre les travailleurs : le gouvernement

ukrainien profite de la situation de guerre pour affaiblir les syndicats et s'attaquer aux conditions de vie de la classe ouvrière.

Grigori : *"Le deuxième jour après l'occupation russe, la Rada a adopté une loi martiale. Nous, les syndicats, avons essayé de l'adoucir. Elle interdisait les droits des travailleurs tels que les manifestations ou les grèves. Toutes ces limitations doivent être abrogées. L'année dernière, nous avons constaté qu'un tiers des lois adoptées sont négatives pour les travailleurs."*

"Nous avons des députés qui défendent notre position. La question est de faire en sorte que notre gouvernement nous écoute au Parlement. Les politiciens nous écoutent lorsque des élections sont prévues, mais aujourd'hui, dans notre pays, il n'y a pas d'élections."

Vasil : *"30 000 lois ont été modifiées en Ukraine. Notre syndicat participe au processus d'adaptation des lois depuis 2015. Mais les changements les plus radicaux du gouvernement à l'encontre des travailleurs concernent le code du travail et les normes de sécurité. Nous devons former des experts, nous avons besoin de fonds pour former des professionnels. Des cours de deux semaines pour former des travailleurs experts dans des secteurs comme la construction, la métallurgie, le secteur maritime. Les syndicats ne peuvent pas le faire seuls. L'expérience de l'Espagne, qui fait partie de l'Europe, peut nous être très utile."*

Olesia : *"Nous avons besoin d'aide pour comprendre et traiter les réglementations espagnoles qui peuvent être utiles à l'Ukraine. L'intégration à l'UE est très importante pour la jeune génération d'Ukrainiens, qui attend une amélioration de leurs conditions de vie."*



La délégation ukrainienne a rencontré des députés du PSOE, de l'ERC et de Sumar au Congrès

Les membres du Congrès espagnol, en particulier les membres ou les porte-parole des différents comités clés pour le dialogue entre les syndicats, le gouvernement et les partis, étaient particulièrement intéressés par ce point. La formation des syndicalistes ukrainiens aux lois européennes et aux exemples de leur mise en œuvre en Espagne pourrait être l'un des aspects concrets et utiles de cette visite. La députée du PSOE Elisa Garrido a posé une question à la fin du débat : "Y a-t-il des contacts et un dialogue entre les syndicats et le gouvernement ukrainien ?" La réponse de Grigori Osovyi a été claire et concise : *"Contact oui, dialogue non"*.

Reconstruire l'Ukraine

Dans une situation où l'on compte plus de cinq millions de personnes déplacées, des dizaines de milliers de blessés et d'infirmes, des personnes qui seront affectées à vie, parler de reconstruction du pays après la guerre, c'est d'abord créer les conditions pour que les travailleurs reviennent, qu'ils aient un logement, un salaire décent, des conditions de vie et des services acceptables. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement d'une reconstruction économique et infrastructurelle, mais aussi d'une reconstruction sociale.

Sans cela, ce que nous pouvons avoir, c'est une grande opération économique avec des profits juteux où les grandes entreprises multinationales se partagent les zones et les emplois, en encaissant la dette de l'Ukraine ou les fonds européens, en embauchant des travailleurs migrants du monde entier sans accords ni règles, avec des salaires bas et un manque de sécurité. Ce type de reconstruction signifierait un changement complet pour le pire en Ukraine. Il ne doit pas se produire. Mais si nous ne voulons pas de ce scénario, nous devons aider les syndicats à y jouer un rôle clé.

Vasyl, responsable de la construction à la FPU, affirme que *"nous prévoyons un manque de main-d'œuvre par rapport à l'énorme destruction... Nous devons créer les conditions pour que les personnes qui ont dû quitter l'Ukraine puissent revenir"*. Olesia souligne également le rôle des femmes *"qui remplacent les hommes au premier plan dans de nombreuses professions, y compris dans la métallurgie et l'exploitation minière. Leur participation à l'avenir doit être réglementée avec des droits égaux"*.

Grigori affirme que *"celui qui doit payer pour la reconstruction est celui qui a causé la guerre et ses désastres : la Russie"*. Il demande de l'aide pour permettre aux syndicats de participer au processus de planification de cette reconstruction. Selon lui, le gouvernement ukrainien et les grandes entreprises marginalisent les syndicats de tous les plans et discussions. Il dénonce le fait que lors de la dernière conférence sur la reconstruction organisée à Berlin par les gouvernements allemand et ukrainien, *"sur les deux mille participants entre les gouvernements et les employeurs, ils n'ont laissé de place qu'à deux syndicalistes"*.

Poursuivre cette avancée et concrétiser les engagements

Il est certain qu'il y a encore beaucoup d'aspects et de détails qui pourraient être expliqués au sujet de cette visite. Je pense avoir reflété les plus importants. Les associations, organisations, partis et personnes qui ont assisté à certaines réunions, conférences ou événements ont pu entendre, toucher et sentir ce qui se passe en Ukraine et les conséquences de cette guerre d'agression pour la classe ouvrière ukrainienne. Il ne s'agissait pas d'une visite d'un gouvernement, ni d'un récit médiatique ou d'une histoire sur les réseaux sociaux : il s'agissait de syndicalistes en chair et en os. Un privilège.

Il nous appartient maintenant de diffuser, de trier et de mettre en œuvre ce que nous avons entendu et de décider du rôle que nous voulons jouer dans l'aide aux syndicats ukrainiens. Ils nous ont fait part de leurs besoins : générateurs, maisons, soutien psychologique, formation syndicale, aide et organisation des réfugiés, adhésion syndicale, lutte contre la désinformation et soutien politique pour le rôle des syndicats dans la reconstruction.....

Que chacun apporte son aide dans la mesure de ses possibilités.

Annexe : La terreur russe s'attaque aux travailleurs, à l'énergie et à la liberté : L'Ukraine à nouveau victime d'attaques massives

Source : [Campagne de solidarité avec l'Ukraine, à partir de KVPU](#)

Chers frères et sœurs,

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) fait à nouvel appel à vous parce qu'aujourd'hui, 26 août, l'Ukraine est à nouveau la cible d'une attaque massive de la part de la Russie. Les forces russes

ont utilisé au moins 127 missiles et 109 drones pour frapper des installations énergétiques, de transport et d'infrastructure dans 15 régions de l'Ukraine.

Les troupes russes ont lancé une attaque terroriste sur les villes et villages ukrainiens à l'aide de drones pendant la nuit. Dans la matinée, l'assaut a été intensifié avec différents types de missiles, dont des missiles de croisière et des [Daggers](#). Les cibles de l'agresseur comprenaient des travailleurs, des membres du KVPU et des habitants.

En particulier, l'attaque russe sur la région de Kyiv a fait trois blessés, dont un enfant de cinq mois. Dans la région de Sumy, l'ennemi a frappé un site d'infrastructure ferroviaire, endommageant le réseau et les bâtiments, et blessant l'assistant d'un conducteur de train. Dans la région de Lviv, les forces russes ont pris pour cible plusieurs installations énergétiques, provoquant des coupures de courant dans la région. Dans la région de Zaporizhzhia, les forces russes ont attaqué des infrastructures énergétiques, entraînant la mort d'un homme à son domicile après qu'une roquette a frappé près d'une zone résidentielle. Une autre personne a perdu la vie à la suite d'un tir direct d'un drone sur un immeuble de grande hauteur dans la ville de Lutsk.



À l'heure actuelle, le service d'urgence de l'État ukrainien a fait savoir qu'au moins sept personnes sont mortes et 47 ont été blessées (dont quatre enfants nés en 2014, 2017 et 2024) à la suite des attaques russes.

Dans la soirée du 26 août, un tir de missile sur un hôtel de Kryvyi Rih, dans la région de Dnipropetrovsk, a fait au moins deux morts et cinq blessés. Selon le gouverneur Serhii Lysak, plusieurs bâtiments résidentiels, magasins et véhicules ont été endommagés. Depuis le 27 août au matin, les opérations de recherche se poursuivent et deux personnes pourraient être piégées sous les décombres.

Le 26 août, des terroristes russes ont de nouveau attaqué l'infrastructure énergétique ukrainienne, ce qui a entraîné des coupures de courant dans tout le pays.

Nous attirons votre attention sur le fait que les troupes russes ont tenté de détruire la centrale hydroélectrique de Kyiv avec différents types de missiles et de drones. Les tirs d'obus ont causé des dégâts et des dommages. Il convient de rappeler que le 6 juin 2023, [les troupes russes ont détruit le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, ce qui constitue un crime de guerre et un acte d'écocide.](#)

En outre, nous vous informons qu'en raison de l'offensive accrue des troupes russes, la [vie et la santé des habitants des villes minières de la région de Donetsk sont encore plus menacées](#). Les troupes russes attaquent les mines ukrainiennes, les entreprises d'extraction de charbon et les infrastructures énergétiques. En outre, nous soulignons que les travailleurs ukrainiens sont confrontés à un danger permanent, qu'ils soient sur le chemin du travail, à la maison ou même dans un supermarché.

Par exemple, le 6 août 2024, lors d'une attaque de missiles sur la mine Kapitalna de l'entreprise d'État Myrnogradvugilya, où opère la principale organisation syndicale du NPGU, plusieurs travailleurs ont été blessés à des degrés divers, dont un réparateur, un électricien de service, un réparateur d'équipement, un machiniste d'installation souterraine et un ouvrier. Le 10 août 2024, l'opérateur du bouclier thermique central de l'atelier chaudière-turbine a été tué à [Kramatorskteploenergo LLC à la](#) suite d'une attaque de missiles par les troupes russes.

Le système énergétique ukrainien manque cruellement de production d'électricité domestique en raison des bombardements russes, et les importations, déjà à leur maximum, ne suffisent pas à résoudre ce problème.

L'attaque sans précédent d'aujourd'hui est une nouvelle preuve que la Russie ne recule devant rien pour tenter de détruire le secteur énergétique et l'économie de l'Ukraine, et pour briser la détermination du peuple ukrainien, qui défend sa liberté et sa démocratie.

Aujourd'hui, les travailleurs ukrainiens, membres de syndicats, continuent de travailler malgré le danger et luttent également contre les occupants russes sur les lignes de front.

Nous appelons la communauté syndicale internationale à continuer d'apporter un soutien global aux Ukrainiens qui résistent au régime russe criminel et luttent pour la paix et la démocratie. Aidez l'Ukraine à résister, à gagner et à libérer tous les territoires occupés où règne la terreur et où les droits de l'homme sont bafoués.

L'appel de la KVPU reste inchangé :

- Continuer à fournir une aide économique et humanitaire à l'Ukraine ;
- Soutenir la fourniture d'une aide militaire à l'Ukraine afin de protéger la population, les infrastructures énergétiques, les lieux de travail et le pays ;
- Renforcer les sanctions contre le régime terroriste russe et ceux qui le soutiennent et le financent, car cela peut limiter considérablement les ressources financières et l'exportation des technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante ;
- Garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés et de les affecter à l'aide à l'Ukraine ;
- Isoler et écarter des organisations internationales les personnalités politiques, publiques et syndicales russes qui représentent un pays menant des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens.

Lutte des travailleurs en Ukraine - mineurs de charbon

Lviv : les 6000 mineurs ont enfin reçu leur salaire du mois de mars !



Source : KVPU

(9 septembre 2024) De nombreux appels persistants, des réunions et même une action de protestation (photo) organisée par les syndicats travaillant à l'entreprise nationale de charbon de Lviv (*Lvivvugily*), en particulier avec la participation active de l'Union régionale du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) à Chervonograd et des branches primaires du syndicat, ont produit les premiers résultats.

Le jeudi 5 septembre, l'entreprise a reçu le premier versement des revenus des ventes de charbon effectuées avant le mois d'avril, et les employés ont finalement reçu leurs salaires impayés pour le mois de mars et une partie de leurs salaires pour le mois d'avril.

J'espère que ces changements importants seront les premiers d'une longue série", a déclaré le président du NPGU, Mykhailo Volynets. En effet, ce secteur connaît aujourd'hui de nombreux problèmes. Plus de deux milliards d'UAH (=43,331 millions d'euros) de dettes salariales dues aux mineurs

par les entreprises publiques d'extraction du charbon. Et 300 UAH (=6,5 millions d'euros) supplémentaires aux mineurs d'uranium de [l'entreprise d'État VostGOK](#)".

Ukraine: Solidarité avec les mineurs de Chervonograd (Lviv)

Source : Réseau international du travail, de la solidarité et des luttes : [Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs](#)

(8 août 2024) Depuis février 2024, les 6000 mineurs de Chervonograd n'ont pas été payés. Le 8 juin 2024, le syndicat régional de Chervonograd de l'Union indépendante des mineurs d'Ukraine (NPGU) a déclaré :

"Les salaires impayés non seulement aggravent les difficultés financières des familles de mineurs, mais affectent aussi négativement l'état moral et psychologique des employés et augmentent les tensions sociales dans les équipes de production et dans la région, et privent également de la possibilité d'aider plus de 800 employés de l'entreprise qui sont dans les forces armées ukrainiennes et auxquels les mineurs fournissent tout ce qui est nécessaire (munitions, drones, voitures, etc.).

"En plus de leur travail à la mine, les mineurs sont obligés de trouver un autre emploi pour assurer leur subsistance et celle de leur famille.

Début août, des mineurs de l'entreprise d'État de Lviv ont manifesté à Kyiv devant le ministère de l'énergie pour réclamer le paiement de leurs six mois de salaire, mais sans succès.

Depuis le 24 février 2022, le Réseau syndical international de solidarité et de lutte, qui compte parmi ses membres une centaine d'organisations syndicales d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine, soutient activement le peuple ukrainien dans sa résistance à l'agression impérialiste à grande échelle de la Fédération de Russie et en particulier les organisations syndicales impliquées dans cette résistance.

Aujourd'hui, notre réseau apporte son soutien aux mineurs de Chervonograd et à leurs organisations syndicales et exige que le gouvernement prenne immédiatement toutes les mesures nécessaires pour garantir le paiement de tous les salaires aux travailleurs des mines, car, outre les conséquences sociales dramatiques pour des milliers de travailleurs et leurs familles, cette situation affaiblit la capacité de l'Ukraine à résister à l'impérialisme russe.

Les mineurs attendent le paiement de leurs dettes, pas des promesses

Source : Communiqué de presse de la KVPVU

(5 août 2024) Le lundi 5 août, comme promis, une réunion du cabinet présidée par le vice-premier ministre Iryna Vereshchuk a eu lieu. Le syndicat des mineurs indépendants d'Ukraine (NPGU) était représenté par Nataliya Levytska, première secrétaire adjointe du NPGU, et Myroslava Kaftan, présidente de l'association régionale du NPGU à Chervonograd.

Les jours précédents, les 1er et 2 août, les mineurs de l'entreprise d'État de Lviv ont manifesté à Kyiv devant le ministère ukrainien de l'énergie (photo), réclamant le paiement des salaires dus depuis six mois et la garantie de la vente du charbon extrait.

Lors de la réunion de lundi, les représentants du NPGU ont réitéré leurs demandes de paiement des arriérés de salaires et de résolution de la question des ventes de charbon, ainsi que de résolution du problème artificiellement créé de la [contribution sociale unifiée](#) et des congés de maladie non payés.

Iryna Vereshchuk a promis de transmettre immédiatement au premier ministre ukrainien Denys Shmygal toutes les questions problématiques soulevées par les compagnies minières d'État, afin de résoudre la situation le plus rapidement possible.

Selon les résultats de la réunion du 5 août, ils ont également promis, comme ils en avaient l'obligation, d'élaborer un protocole, de publier des instructions pertinentes et d'identifier les responsables de leur mise en œuvre. Nous ne pouvons qu'espérer qu'ils obtiendront enfin des résultats concrets, contrairement aux engagements procéduraux et aux projections des deux réunions précédentes.

La visite de protestation des mineurs de la région de Lviv a abouti à un résultat, bien que très modeste : après une réunion des manifestants au ministère de l'énergie avec le vice-ministre de l'énergie [Oleksandr Heilo](#), avec la participation de représentants de



l'entreprise d'État (SE) Ukrvugillia, [Centernergo PJSC](#), [Trypilska TPP](#) et les chefs des départements

concernés du ministère, Centernergo PJSC a alloué 20 millions UAH (= 433 300 euros) à l'entreprise d'État Lvivvugilya, qui ont été versés aux employés. Ceux-ci en ont été reconnaissants, mais ces fonds ne résolvent malheureusement pas leurs problèmes. En effet, selon le ministère de l'énergie, au 5 août 2024, les arriérés de salaires des employés de l'entreprise publique Lvivvugilya s'élevaient déjà à plus de 600 millions d'UAH (= 13 millions d'euros). Dans le même temps, au 1er avril 2024, la société avait expédié, par l'intermédiaire de l'entreprise publique Ukrvugilya, de la production à PJSC Centernergo pour une valeur de 426 millions UAH (= 9,3 millions d'euros), pour laquelle elle n'a pas encore reçu de paiement.

La situation des arriérés de salaires dans les autres entreprises publiques d'extraction du charbon n'est pas meilleure, comme le montrent les données opérationnelles du ministère de l'énergie. Selon ces données, au 5 août 2024, les arriérés de salaires pour les mines actuellement en exploitation s'élevaient à 1,375 million UAH (= 29,790 millions d'euros). Si l'on ajoute à cela 550 millions d'UAH (= 11,916 milliards d'euros), gagnés avant même la guerre et toujours impayés aux mineurs des sociétés opérant actuellement sur le territoire temporairement occupé, mais déjà "oubliés" par le département concerné, la dette salariale s'élève à près de 2 milliards d'UAH (= 43,331 millions d'euros).

"La dette salariale continue d'augmenter et certains responsables veulent reporter la résolution du problème à l'avenir, sans se préoccuper de savoir si les gens vivront jusqu'à cet avenir ou non", a déclaré le président de l'Union indépendante des mineurs d'Ukraine.

Mykhailo Volynets s'indigne à juste titre. "Les ministères de l'économie et des finances adoptent eux aussi une attitude franchement négative. Ils ignorent cyniquement les problèmes miniers et proposent de les résoudre dans un avenir abstrait. Cependant, le Premier ministre Denys Shmygal et la vice-Première ministre Iryna Vereshchuk adoptent une position constructive. Nous progressons donc très lentement, mais nous faisons des progrès. La question de la vente des produits du charbon et la recherche de sources de financement pour l'achat de charbon par les entreprises publiques afin d'assurer un passage stable pendant la période automne-hiver 2024-2025 restent sur la table. Il y a beaucoup de travail à faire. Pour ma part, je continuerai à dialoguer avec le Premier ministre et d'autres représentants du gouvernement et parlementaires désireux de résoudre les problèmes de l'industrie. Mais les collectifs de travailleurs, le peuple et les mineurs doivent comprendre que sans leur participation et leur position active, les problèmes ne seront pas résolus.

Les mineurs de Lviv sont à Kyiv

Source : KVPVU

(1er août 2024) Ce matin du 1er août, des mineurs de la région de Lviv se sont rassemblés près du bâtiment du ministère de l'énergie à Kyiv (photo). Leur principale revendication est le paiement des arriérés de salaire et la garantie que le salaire actuel sera payé à temps.

Les mineurs portaient des casques de protection et des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Rendez-nous nos salaires", "Nos familles veulent aussi manger", etc.

Volodymyr Zolotchivskyi, du syndicat des mineurs, a expliqué qu'il y avait des arriérés de salaires pour les travailleurs souterrains et de surface depuis février 2024.



"Nos salaires sont répartis entre les travailleurs souterrains et les travailleurs de surface. Les mineurs de fond sont partiellement payés grâce au soutien financier de l'État, soit 30 à 40 % du salaire par mois. Les travailleurs de surface ne sont pas payés du tout", a déclaré le président du syndicat des mineurs de charbon.

Les mineurs ont été invités dans le bâtiment du ministère pour une réunion avec le vice-ministre ukrainien de l'énergie, Oleksandr Heilo.

"Malheureusement, nous n'avons reçu aucune information sur le remboursement de la dette des employés de l'entreprise nationale de charbon de Lviv. Par conséquent, aujourd'hui, des personnes désespérées sont contraintes de participer à une manifestation près du ministère de l'énergie", explique Andriy Godyk, premier directeur adjoint de la municipalité de Lviv.

Autres luttes ouvrières en Ukraine

Destruction d'une maternité dans la région de Khmelnytskyi

Source : Sois comme Nina

(24 septembre 2024) Dans la ville de [Derazhnya](#), dans la région de Khmelnytskyi, le directeur d'un hôpital local a décidé de fermer la maternité en violation de la loi. Sans consulter le personnel, il a pris une décision qui pourrait entraîner la perte d'emploi de 19 travailleurs médicaux (femmes) et priver la population de Derazhnya et des districts voisins de soins médicaux adéquats.

L'année dernière, la communauté avait déjà défendu ce service, et cette fois-ci, le problème se pose

en raison de l'absence d'un néonatalogiste - le directeur est accusé de ne pas avoir voulu trouver un remplaçant au médecin parti en congé de maternité. Pour cette raison, le service ne recevra pas de financement.

"Notre priorité est le développement de l'hôpital. Quant au directeur, soit il nous permet de travailler en paix, soit il ne peut pas être le directeur de notre institution, car il n'y a pas d'objectifs de développement ou au moins de stabilité de sa part", soulignent les membres de Sois comme Nina.

Le personnel soignant (photo) affirme que la fermeture pour un problème temporaire est un crime contre la communauté ! Le personnel demande le soutien du public et exige une enquête interne sur les actions du directeur.



La KVPU s'oppose catégoriquement à l'introduction du lock-out.

Source : KVPU

20 septembre 2024) Une réunion nationale de la KVPU s'est tenue par vidéoconférence.

La réunion a discuté de la position des organisations syndicales sur le projet de loi ukrainien "sur les conflits collectifs du travail" (règlement n° 12034) et les projets de loi connexes.

Un groupe de députés du peuple dirigé par Galina Tretiakova [chef de la commission parlementaire sur la politique sociale et les droits des anciens combattants] a proposé les projets de loi sur les conflits collectifs du travail à la Verkhovna Rada (parlement) le 16 septembre,

Une grève d'avertissement ne peut avoir lieu qu'une seule fois et pour deux heures seulement. Compte tenu de toutes ces propositions et d'autres non moins anti-populaires, la KVPU s'oppose catégoriquement à leur adoption.

Comme l'ont souligné les représentants de la KVPU, l'aspect le plus inacceptable du projet de loi est qu'il légalise le droit de l'employeur à mettre les travailleurs en lock-out. Le projet propose également de limiter le nombre de membres du "corps autorisé" par les employés à mener la grève, et ceux qui le font,

dans le cas où le tribunal déclare la grève illégale, seront obligés d'indemniser l'employeur pour les dommages causés par une telle grève, pour un montant spécifié par le tribunal.

Réparation des dommages causés par la guerre à Odessa : la veuve d'un ouvrier dépossédée de ses droits

par Vitaliy Dudin

(17 septembre 2024)

Le tribunal administratif d'Odessa a rendu la première décision appliquant la loi sur l'assistance financière pour les dommages causés à la vie et à la santé des travailleurs des infrastructures critiques en raison de l'agression militaire russe. L'affaire est controversée : après avoir reconnu la violation par le fonds de pension, le tribunal n'a pas reconnu le droit du plaignant à une indemnisation.

Le défunt travaillait comme agent de sécurité pour un entrepreneur (Business Security Service LLC) et son lieu de travail était situé dans le port de Pivdennyi, où il a été tué par un missile.

L'autorité du fonds de pension a refusé de payer à la veuve un million d'UAH (= 21 741 euros) sur la base d'une lettre de l'entrepreneur indiquant qu'il ne faisait pas partie de l'infrastructure critique. Cet organisme n'a même pas demandé au service national des communications de vérifier si le port figurait dans le registre des infrastructures critiques !

Le tribunal a donc déclaré la décision de la société illégale mais a ordonné que la demande soit réexaminée.

Important : selon la Cour, les avantages accordés aux travailleurs des infrastructures critiques s'appliquent également aux employés des sous-traitants qui n'étaient pas liés à eux par une relation de travail.

Les infirmières ukrainiennes au bord de l'effondrement

Sois comme Nina tire la sonnette d'alarme sur la charge de travail critique et l'exode massif du personnel soignant

Source : *Sois comme Nina*

(9 septembre 2024) Oksana Slobodiana et Oleksiy Chupryna, militants de Sois comme Nina, ont déclaré que la situation des infirmières ukrainiennes est critique en raison de la charge de travail élevée et du



manque de personnel. Ils ont fait cette déclaration sur le site lors d'une réunion avec le président de la commission nationale de la santé de la Verkhovna Rada, Mykhailo Radutskyi (photo). Le problème le plus urgent est la charge de travail du personnel de rang moyen et inférieur et la perte de personnel qualifié dans la médecine ukrainienne : Le mouvement souligne que "les infirmières sont tout simplement licenciées alors qu'elles souffrent d'une charge de travail excessive et qu'elles n'ont aucune perspective d'avenir".

Selon eux, Mykhailo Radutskyi était impatient d'aborder le sujet de l'autonomie médicale, pour laquelle il milite en faveur d'un projet de loi. "Mais la situation des travailleurs de la santé est très compliquée. Le gouvernement connaît et comprend les problèmes, mais il n'a aucun plan pour les résoudre (...) Nous ne voyions pas l'intérêt de travailler et d'améliorer les conditions de travail et de construire une perspective pour l'avenir. Nous entendons constamment la phrase selon laquelle personne ne protégera les médecins, seulement les patients. Je ne comprends pas du tout cela, car les médecins, leurs familles et le gouvernement deviendront tôt ou tard des patients. Et la qualité des services fournis aux patients dépend directement de la mise à disposition d'hôpitaux, d'équipements et, surtout, d'un personnel suffisant", a déclaré Oksana Slobodiana.

Ce mépris pour les intérêts du personnel soignant intervient à un moment où le nombre de soignants a diminué de plus de 40 000 depuis l'année dernière. Comme des millions d'autres Ukrainiens, ils ont été contraints de partir à l'étranger en raison de l'agression russe. S'ils s'intègrent avec succès dans le pays d'accueil, il est peu probable qu'ils retournent en Ukraine : les salaires des infirmières dans les pays les plus pauvres de l'UE sont trois fois plus élevés qu'en Ukraine, et dans les pays les plus riches, ils sont 20 à 25 fois plus élevés. Le chancelier allemand Olaf Scholz a récemment appelé les autorités locales à simplifier les procédures bureaucratiques pour l'emploi d'Ukrainiens, en mettant l'accent sur les professionnels de la santé.

Même en Turquie, où le salaire moyen national est inférieur de 100 euros à celui de l'Ukraine, les infirmières sont relativement bien rémunérées. En général, dans la plupart des pays de l'UE, les infirmières sont payées au-dessus de la moyenne nationale. En Ukraine, cependant, leur salaire est nettement inférieur à la moyenne. Et ce, malgré la forte demande de personnel médical en temps de guerre. En outre, les paiements supplémentaires pour le travail dans les zones de front sont irréguliers et sélectifs.

L'une des stratégies possibles de l'Ukraine pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre est d'attirer des travailleurs d'autres pays. Cependant, les salaires dans les pays d'où proviennent le plus souvent les travailleurs migrants sont soit comparables à ceux de l'Ukraine (Indonésie, Ouzbékistan, Philippines), soit plus élevés qu'en Ukraine (Inde, Viêt Nam, Thaïlande, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan). Ainsi, alors que les pays riches recrutent activement des infirmières étrangères, il est impossible pour l'Ukraine de le faire en maintenant le niveau actuel des salaires et des conditions de travail.

Au contraire, Sois comme Nina propose une liste de solutions qui permettraient à l'Ukraine de remédier à la pénurie de soignants. Il s'agit notamment de salaires et de conditions de travail décents, de normes claires en matière de charge de travail et de sanctions pour les responsables qui humilient et négligent les intérêts des soignants.

Les éducateurs contre les fermetures d'écoles et les licenciements

Source : FPU

(23 août 2024) Le Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science d'Ukraine (affilié à la FPU) a lancé un appel au Cabinet des ministres de l'Ukraine, à l'organe représentatif conjoint des associations syndicales et au Comité de l'éducation,



NON aux fermetures de collèges !

concernant l'ordonnance n° 1112 du ministère de l'Éducation et de la Science de l'Ukraine.

Les dispositions de l'ordonnance n° 1112, qui n'ont pas été soumises à l'approbation des syndicats, restreignent les droits des participants au processus éducatif de choisir les établissements d'enseignement et les formes d'éducation, ainsi que l'accès à l'éducation ukrainienne pour les enfants des territoires temporairement occupés, tout en menaçant de licencier un nombre important d'enseignants et de réduire le réseau d'écoles secondaires générales.

Tout comme l'arrêté du ministère de l'éducation et des sciences du 13 juin 2024 (n° 850), l'arrêté mis à jour a également suscité une réaction négative de la part de la communauté éducative et de la société civile.

Le syndicat a souligné la nécessité pour ces agences gouvernementales de prendre des mesures et des actions appropriées pour mettre les dispositions de l'ordonnance n° 1112 du ministère de l'enseignement supérieur en conformité avec la législation actuelle et empêcher les violations des droits des citoyens ukrainiens à achever l'enseignement secondaire général pendant la loi martiale.

TRAVAILLER EN TOUTE SÉCURITÉ !

Réglementation de la protection du travail en Ukraine

Source : Mouvement social

(30 août 2024) Ce ne sont pas les marges bénéficiaires, mais la préservation de la capacité de travail des personnes impliquées dans la production qui caractérise une économie véritablement développée. Cependant, comme nous pouvons le constater, l'Ukraine est encore loin d'établir le droit à des conditions de travail sûres : les blessures sont devenues partie intégrante de la vie professionnelle en raison de l'avidité des employeurs et de l'inaction du gouvernement, et depuis le début de l'invasion, les bombes russes y ont également contribué. Dans ces conditions, la négligence des règles de sécurité des employés peut avoir un coût excessif pour la société.

Il convient de noter que les garanties en matière de santé et de sécurité au travail inscrites dans la Constitution et les lois ukrainiennes peuvent minimiser les risques pour les travailleurs et imposer de larges obligations aux employeurs. Elles peuvent devenir un outil fiable entre les mains des employés et des syndicats.

Vitaliy Dudin, docteur en droit du travail et militant du mouvement social, donnera une conférence sur la réglementation de la protection du travail en vertu du droit ukrainien.

La conférence se concentrera sur des questions pratiques :

Quelles sont les règles qui aideront les employés à protéger leur vie et leur santé ?

Quelles sont les responsabilités des employeurs et que peut-on exiger d'eux ?

Que doivent faire les victimes en cas d'accident du travail ?

Le projet de loi du gouvernement sur la sécurité et la santé au travail est-il conforme à l'expérience de l'Union européenne ?

Quand : 11 septembre 2024 à 19h00 (mercredi)

L'événement est organisé par l'ONG Mouvement social en coopération avec l'Institut danois pour les partis et la démocratie (DIPD) dans le cadre du cours sur la DÉFENSE DU TRAVAIL, qui vise à accroître la capacité des employés à protéger leurs droits en matière de travail.

Russie : les autorités poursuivent cinq journalistes étrangers couvrant la guerre dans la région de Kursk

Source : Fédération internationale des journalistes

(22 août 2024) Les services fédéraux de sécurité russes (FSB) ont ouvert des procédures pénales contre le reporter britannique Nick Paton Walsh, les correspondantes ukrainiennes Olesya Nikolaevna Borovik et Diana Vladimirovna Butsko, ainsi que les journalistes italiennes Stefania Battistini et le caméraman Simone Traini, pour avoir franchi illégalement la frontière russo-ukrainienne à Sudzha, dans la région de Kursk, dans l'ouest de la Russie. S'ils sont reconnus coupables, les journalistes risquent jusqu'à cinq ans de prison. La Fédération internationale des journalistes (FIJ) rejette les accusations portées contre les journalistes par les autorités russes, qui semblent déterminées non seulement à réduire au silence les journalistes locaux qui osent s'élever contre les actions de la Russie en Ukraine, mais aussi à entraver et à censurer le travail des journalistes internationaux qui couvrent la guerre.

Le 22 août, les services de sécurité russes [ont ouvert](#) une enquête criminelle à l'encontre du reporter britannique et rédacteur en chef de la sécurité internationale de CNN, Nick Paton Walsh, à la suite d'une [évaluation juridique](#) des [documents visuels](#) qui prouveraient la présence du reporter britannique à Sudzha.

Cependant, Paton Walsh n'est pas le seul journaliste étranger poursuivi par les autorités russes pour avoir couvert l'offensive ukrainienne transfrontalière en territoire russe. Les correspondants ukrainiens Olesya Borovik, qui travaillaient pour la télévision My-Ukraina, et Diana Butsko, qui travaillait pour le site d'information local Hromadske, sont également [poursuivis](#) sur la base des mêmes accusations.

Cinq jours plus tôt, le 17 août, l'agence de presse russe TASS [a rapporté](#) que le service de sécurité

d'État FSB avait engagé une procédure pénale pour franchissement illégal de la frontière à l'encontre des reporters italiens Stefania Battistini et Simone Traini, qui avaient pris des séquences vidéo à Sudzha, dans la région russe de Kursk. L'équipe de journalistes italiens, qui travaillait pour le radiodiffuseur public RAI sous escorte militaire ukrainienne, a été la première à rendre compte de l'offensive ukrainienne dans la région de Kursk, qui a débuté le 6 août.

S'ils sont reconnus coupables, les reporters [risquent](#) jusqu'à cinq ans de prison, conformément au [code pénal russe](#). Le FSB a annoncé que les journalistes poursuivis seraient prochainement inscrits sur une liste internationale de personnes recherchées.

Le 14 août, le radiodiffuseur public italien RAI a diffusé un reportage télévisé montrant ses correspondants circulant dans la région accompagnés de militaires ukrainiens. Après la diffusion de ce reportage, des [menaces de poursuites judiciaires](#) à l'encontre des deux journalistes italiens ont inondé les médias russes et ont incité leur employeur, la RAI, à demander aux journalistes de "[retourner](#) temporairement en Italie, uniquement pour assurer leur sécurité personnelle". Battistini et Traini sont arrivés sains et saufs à Milan, en Italie, le 18 août.



Capture d'écran de la vidéo de CNN. Crédit : CNN

Après leur retour, la secrétaire générale de la Federazione Nazionale Stampa Italiana (FNSI), affiliée à la FIJ, Alessandra Costante, [a déclaré](#) : "Nous nous demandons ce qu'attend le gouvernement pour manifester sa gêne et son étonnement à l'égard de la Russie de Poutine [...] : "Ce qui pourrait avoir un impact sur cette affaire, c'est de convoquer l'ambassadeur russe pour lui demander formellement de rendre compte des menaces qui pèsent sur les deux journalistes et sur tous les médias italiens".

Le ministère russe des affaires étrangères a déclaré [avoir convoqué](#) l'ambassadeur d'Italie à Moscou au sujet du passage de la frontière.

Le secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger, a déclaré : "Nous rejetons totalement les accusations portées par les autorités russes contre des journalistes étrangers pour avoir simplement fait leur travail. Le fait d'intenter des actions en justice contre des journalistes étrangers et de les poursuivre pour les intimider et les réduire au silence montre que la Russie cherche désespérément à contrôler le récit de la guerre au-delà de ses frontières. Nous sommes entièrement solidaires des journalistes poursuivis et nous demandons instamment au gouvernement russe de mettre fin à ses tactiques visant à impliquer des journalistes à des fins politiques".

Pour plus d'informations, contactez la FIJ au +32 2 235 22 16

Luttes communautaires en Ukraine

Zaporizhzhia suffoque : « Nous devons défendre le droit de respirer »

Source : Patrick Le Tréhondat

(19 septembre 2024) À Zaporizhzhia, des activistes tirent la sonnette d'alarme au sujet de l'actuel Programme de réduction progressive des émissions nocives. Ils affirment qu'il devrait être modifié pour inclure des mesures visant à minimiser la présence de phénol et de formaldéhyde dans l'air. Les autorités nous assurent que ces propositions ont été envoyées à l'[Institut Marzieiev](#) et qu'elles seront également prises en compte lors de leur examen par le groupe de travail.

Mais selon l'activiste Valéria Morozova (photo), le programme, qui a été approuvé par un vote majoritaire lors des auditions publiques, pourrait ne pas être pris en compte :

"Le chef du département de la sécurité environnementale du conseil municipal de Zaporizhzhia, Hleb Zolotaryov, nous a assuré que le programme de réduction des émissions serait adopté dans 2 à 3 semaines lors de la réunion du comité exécutif du 12 septembre 2024 ! Et ce, bien que le public ait exigé sa révision immédiate".

En outre, les activistes publics craignent que le faible pourcentage de représentants d'ONG dans le groupe de travail mis en place pour traiter ces questions signifie qu'ils ne seront pas en mesure d'influencer la décision d'adopter le programme, explique Valeria Morozova :

Nous devons défendre le droit de respirer maintenant ! La qualité de l'air pour les sept prochaines années dépendra de la qualité de la version finale du programme !

C'est pourquoi l'association VUS appelle les citoyens à se joindre à l'initiative de défense de l'environnement qui aura lieu le 28 septembre.



Contre le licenciement de la factrice

Source : Suspilne

(4 septembre 2024) Dans le village de Velyka Vyska, dans la région de Kirovohrad, le poste de la factrice a été supprimé. Pour cette raison, la directrice du bureau de poste, Valentina Shevchenko, souhaite démissionner. Selon la responsable du bureau de poste, sa charge de travail, mais pas son salaire, augmentera après la disparition de la factrice. Elle a déclaré avoir reçu l'ordre du directeur général d'[Ukrposhta](#) de licencier la factrice au mois d'août.

Valentina Maslyanikova travaille comme factrice depuis 23 ans. Elle sert 250 personnes par jour. Son salaire est de cinq mille hryvnias [109 euros]. Le village compte deux mille habitants, dont 500 ont plus de 60 ans. Ces personnes ont désespérément besoin de courrier. Quarante résidents locaux opposés à la



réduction du nombre de travailleurs des services postaux sur le site se sont rassemblés près de la seule succursale d'Ukrposhta à Velika Vyska (photo). Selon Olena Hrachova, ils craignent que le bureau de poste ne soit fermé.

Des personnes collectent des signatures contre le licenciement de la factrice. "Chaque année, le nombre de services publics diminue", a déclaré un habitant.

Le bureau de poste le plus proche de Velika Vyska se trouve à 35 kilomètres. Selon Iryna Krochak, si la factrice est licenciée et que le bureau de poste est fermé, les habitants bloqueront l'autoroute près du village.

Naissance d'un syndicat de locataires ukrainien

Source : Comité français du RESU

(25 août 2024) Il est temps de s'unir et de défendre nos droits ensemble ! Ce n'est qu'en nous soutenant mutuellement que nous pourrions établir des relations équitables entre locataires et propriétaires.

Rejoignez l'Union des locataires de logements (logo à droite) ! Nous sommes une organisation de locataires qui ont décidé de s'unir pour défendre collectivement leurs intérêts. Nous sommes fondés sur les principes de participation de masse et d'auto-organisation, de solidarité et de démocratie, d'entraide et d'intolérance à l'égard de toute forme de discrimination. Nous croyons également que le bien public doit prévaloir sur le profit et que le logement est un droit inaliénable et fondamental de tout être humain.

Nos objectifs :

- Défendre les droits des locataires en Ukraine par l'auto-organisation et le soutien mutuel ;
- Lutter pour la création de conditions propices à des relations égales et équitables entre les propriétaires et les locataires ;
- Promouvoir l'adoption de politiques publiques équitables dans le domaine du logement locatif.

Si vous êtes locataire et que vous souhaitez rejoindre notre syndicat, envoyez-nous un message privé ou un courriel. De même, si vous avez été victime d'expulsions illégales, de prix excessifs, d'abus, de discrimination de la part de propriétaires ou d'autres violations de vos droits, envoyez-nous vos histoires et nous les publierons (de manière anonyme) sur notre chaîne.

N'oubliez pas que le droit au logement est un droit constitutionnel pour tous les citoyens ukrainiens !



Privatisation en temps de guerre : une autre entreprise de prothèses va disparaître

Source : Comité français de l'ENSU

(1er septembre 2024) Après Dnipro (voir le numéro 11 de notre newsletter, page 28), nouvelle privatisation d'une entreprise de prothèses. Le repreneur doit s'engager à ne pas procéder à des licenciements pendant six mois !

L'usine de prothèses de Poltava a été mise en vente. La vente aux enchères de la privatisation aura lieu le 10 septembre. Les investisseurs potentiels doivent présenter tous les documents requis pour participer à l'appel d'offres.

"Actuellement, toutes les entreprises de prothèses et d'orthopédie ont été transférées au Fonds immobilier de l'État en 2022. Sur les 17 entreprises en activité, 15 ne sont pas rentables", a déclaré Iryna Smirnova, responsable de la branche régionale du Fonds immobilier de l'État ukrainien.

Nous nous demandons ce que signifie la rentabilité d'une entreprise publique de prothèses dans un pays en guerre.

"Au cours de ce semestre, nous avons réalisé un bénéfice de 17 millions d'UAH. Habituellement, comme on dit, en période de prospérité, nous produisons 50, 48, 46 millions de produits par an. Bien que nous ayons récemment ouvert un département de rééducation, les clients ont diminué de moitié", a déclaré Serhiy Tsegelnyk, directeur de l'usine de prothèses de Poltava.

Le prix de départ de l'enchère est de 18 millions d'UAH. Selon les termes de l'enchère, l'acheteur doit maintenir l'activité principale de production pendant les 10 prochaines années. En outre, le futur propriétaire ne doit pas licencier d'employés pendant six mois, a expliqué Iryna Smirnova.

"Pour l'instant, l'entreprise n'a pas de dettes salariales et fiscales. Il n'y a que des dettes à payer, d'un montant de 5,3 millions d'UAH (= 114 000 €), que l'entreprise possède actuellement", a déclaré Iryna Smirnova.

Le Mouvement social est pour une mobilisation socialement juste

Source : Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)

(26 août 2024) Le 24 août, des militants du Mouvement social de Lviv ont soutenu un rassemblement de femmes et d'enfants réclamant des conditions claires pour le service militaire (photo). Des étudiants et d'autres citoyens actifs se sont également joints à la manifestation.

Après deux ans d'invasion à grande échelle, les volontaires qui sont allés défendre l'Ukraine dans les premiers jours de la guerre sont toujours en service et ne savent pas quand ils pourront rentrer. Un service prolongé au front sans conditions de service clairement définies exerce une pression psychologique sur les militaires et leurs familles, sapant le moral de l'armée et sa préparation au combat. L'absence de lois sur les conditions de service démotive également la population civile et réduit l'efficacité de la mobilisation, augmentant le risque de corruption et de désertion.



Le Mouvement social soutient les justes demandes des militants du mouvement pour des "conditions de service claires". Nous défendons une répartition équitable du fardeau de la guerre sur la société ukrainienne et des garanties sociales pour les militaires et leurs familles. N'oublions pas que des soldats épuisés = une guerre perdue !

Lutte des femmes en Ukraine

Méto de Kharkiv : une femme est conductrice !

Source : Comité français du RESU

(23 septembre 2024) La conductrice s'appelle Anastasia Mazurkova (photo). Elle a 25 ans et est venue travailler dans le méto après avoir terminé ses études à l'université technique nationale de l'Institut polytechnique de Kharkiv. "Il est inhabituel pour un homme d'essayer d'entrer dans cette profession. Mais l'équipe a réagi avec intérêt et respect", explique Anastasia.



Elle a également déclaré que son travail n'était pas facile et qu'il nécessitait une concentration et une attention considérables. En même temps, ajoute-t-elle, ce n'est pas tant la destruction des stéréotypes qui est importante que "le fait que les gens comprennent, d'un point de vue professionnel, la complexité d'être une conductrice".

En juin, des femmes ont également été recrutées pour suivre une formation de conducteur du méto de Kyiv, car il n'y a pas assez d'hommes pour faire fonctionner le système. Parallèlement, le ministère de l'économie envisage de reconverter les femmes dans des professions où il y a une pénurie de spécialistes.

77% des participants à la zone de solidarité sont des femmes mais regardez...

Source : Collectifs de solidarité



(19 septembre 2024) Dès le début, les femmes ont été majoritaires dans le collectif de la zone de solidarité, et elles le sont encore aujourd'hui. Nous mentionnons cela parce que nous constatons que les femmes ne bénéficient pas d'une visibilité suffisante dans le domaine de l'activisme en faveur des droits de l'homme.

Nous appelons les médias, ainsi que nos collègues des organisations de défense des droits de l'homme, à accroître la visibilité des femmes, à inviter des femmes expertes et à insister sur une représentation égale dans la pratique et pas seulement en théorie !

(VIDEO) Solidarité avec l'Ukraine - une perspective féministe



Plus de deux ans se sont écoulés depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Malgré ces atrocités, la résistance du peuple ukrainien a été héroïque, les femmes ukrainiennes jouant un rôle actif dans la défense de leur pays.

Nous avons demandé à des féministes ukrainiennes d'expliquer pourquoi la lutte contre l'invasion impérialiste de la Russie ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais aussi l'avenir de l'humanité et devrait concerner le monde entier !

Cette vidéo se termine par des messages de solidarité d'une féministe noire américaine et d'une féministe iranienne.

English subtitles : subtitulado en Español : sous-titres en français

Bilkis publie une bande dessinée féministe

Après la publication de son zine, le groupe féministe Bilkis de Lviv a publié une bande dessinée.

La presse féministe renaît en Ukraine...

Présentation

Avez-vous déjà eu une mère, un professeur ou un autre adulte qui savait mieux que vous ce que vous deviez aimer et qui vous deviez aimer ?



En collaboration avec @khalabuda_comics, nous avons réalisé une bande dessinée pour vous - illustrant comment se retrouver sur une planche bleue et rose.

Nous préparons d'ailleurs une vidéo à ce sujet pour bientôt !

Mettez fin à l'hétéropatriarcat !

Lien de téléchargement de la bande

dessinée

[https://drive.google.com/file/d/1EqL1KcxCM8zwKCCiHhN4irEfm_H5LFqi/view?fbclid=IwY2xjawFQ5_dleHRuA2FlbQIxMAABHT7MAHfHTtWdfQHsdVpITQnJ_a8MTU-VLmOxCy-mFMkUU_mTTagHoSWtHA_aem_UD7u-rfktlJRqhVPhXTM2A&pli=1\\$](https://drive.google.com/file/d/1EqL1KcxCM8zwKCCiHhN4irEfm_H5LFqi/view?fbclid=IwY2xjawFQ5_dleHRuA2FlbQIxMAABHT7MAHfHTtWdfQHsdVpITQnJ_a8MTU-VLmOxCy-mFMkUU_mTTagHoSWtHA_aem_UD7u-rfktlJRqhVPhXTM2A&pli=1$)

Et ... Bilkis cesse de distribuer des repas

(8 septembre 2024) Le groupe féministe Bilkis a annoncé ce matin qu'il mettait fin à la distribution de repas gratuits qu'il organisait à Lviv le dimanche matin. La raison principale est que "les principaux membres de l'équipe, Ivanka et Oleksiy, ont décidé de s'engager dans l'armée". Bilkis explique.

Nous avons une nouvelle à vous annoncer : à partir de septembre, nos concours hebdomadaires de déjeuners végétariens seront annulés.

La décision a été difficile à prendre, mais il y a plusieurs raisons à cela. La plus importante est que les principaux membres de l'équipe, Ivanka et Oleksiy, ont décidé de s'engager dans l'armée. De plus, le lieu de cuisson était l'appartement de la coordinatrice du projet, qu'elle n'était plus en mesure de louer. Enfin, le reste de l'équipe Bilkis ne dispose pas actuellement de ressources suffisantes pour poursuivre les campagnes de collecte de fonds et réorganiser le projet.

Cependant, nous voulons rappeler comment, pendant plus d'un an, nous sommes sortis sous la pluie, la chaleur et la neige pour aider les gens avec de la nourriture végétalienne et d'autres ressources dans le district Shevchenkivskyi de Lviv. Et ce n'est pas tout :

- Les visiteurs de la station de restauration ont trouvé des amis dans la file d'attente en attendant leur repas.
- Ils ont pu compter sur notre soutien émotionnel pendant et après la distribution - par exemple, quelqu'un a compris comment envoyer des messages sur son téléphone

- Grâce à notre aide, de nombreuses personnes ont découvert le monde de la nourriture délicieuse sans exploitation animale.
- A contribué à la diffusion de l'activisme social à Lviv.

Nous sommes au moins heureux qu'il y ait encore des points de vente d'aliments chauds à Lviv et que les personnes qui en ont besoin aient un endroit où manger.

Le cuiseur et le mixeur que nous avons collectés continueront à être utilisés pour d'autres bonnes causes.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont participé au projet ! Nous vous apprécions, nous vous aimons et nous vous embrassons !

Des gilets pare-balles pour les femmes enfin...

Source : Comité français de l'ENSU

(28 août 2024) Les unités du ministère de l'Intérieur ont reçu pour la première fois des gilets pare-balles pour femmes.

Des gilets pare-balles munis de plaques balistiques seront envoyés pour répondre aux besoins du service national des frontières, du service national des urgences, de la garde nationale et de la police nationale ukrainienne.

Le chef adjoint de la police nationale ukrainienne, Hennadiy Fedoryuk, a déclaré qu'à l'heure actuelle,

environ 25 % des femmes travaillent dans ce service et accomplissent toutes les tâches nécessaires sur un pied d'égalité avec les hommes.



Le ministère ukrainien de la défense a certifié le premier gilet pare-balles pour femmes à la fin de l'année 2023. Fabriqué par la société nationale Ukrainian Armor, le gilet pare-balles est adapté à la structure du corps féminin : la plaque de blindage est incurvée vers l'extérieur.

Le ministère de la défense a ensuite homologué un autre modèle de gilet pare-balles pour femmes. Le nouveau gilet pare-balles, développé par la société Temp-3000, est équipé d'absorbeurs de chocs. Ceux-ci permettront d'adapter le gilet pare-balles aux caractéristiques anatomiques de chaque femme.

Les "mineuses" de Donetsk : les femmes descendent dans la mine

Source : Comité français du RESU

(19 août 2024) Plus de deux cents femmes travaillent actuellement à la mine de Bilozersk, dans la région de Donetsk, dont près de cinquante dans des emplois souterrains. Le nombre de mineurs de la centrale électrique au charbon a diminué en raison de la mobilisation des hommes. La pénurie la plus importante concerne aujourd'hui les mineurs de fond, ainsi que les conducteurs d'installations souterraines et de

locomotives électriques, et les monteurs électriciens. Les femmes contribuent à couvrir les besoins de ces professions.

Hanna Dzhezheleva a travaillé pendant dix-sept ans comme infirmière dans un hôpital de la ville minière de [Bilozerske](#), dans le district de Pokrovsky, dans la région de Donetsk. Lorsque le personnel a été licencié, elle s'est mise à la recherche d'un nouvel emploi. "Après être restée à la maison pendant un an sans travailler, je suis allée à la mine, pensant qu'il y aurait peut-être quelque chose de convenable. Je suis descendue, j'ai regardé : bon, là, je n'ai rien à perdre, je suis au chômage. Depuis, je descends presque tous les jours à la mine, où je reste jusqu'à 20 heures. Je travaille en équipe. Avant, il n'y avait que des hommes ici. Je suis la seule à être descendue dans la mine sur ce site", dit-elle.



Au total, 249 femmes travaillent à la mine de Bilozerska, dont 46 dans des emplois souterrains. "Cela représente environ 5 % du nombre total d'employés impliqués dans les travaux souterrains", explique Vitaly Vilkhovy, chef du groupe DTEK à la mine de Bilozerska. Il note que les femmes ont commencé à travailler sous terre au début d'une invasion à grande échelle, lorsque les hommes sont partis défendre le pays.

L'entreprise a créé des conditions répondant aux besoins des femmes : des douches séparées ont été installées et des vêtements de travail et des chaussures de taille appropriée ont été achetés.

Selon le président de la Confédération des syndicats indépendants de la région de Donetsk, Dmytro Zeleny, la pénurie de personnel dans le secteur minier de la région de Donetsk est de l'ordre de 20 à 30 %.

Lutte des étudiants en Ukraine



Le Priama Diia (Action directe) tient son deuxième congrès

Source : Priama Diia

(8 septembre 2024) Cet été n'a pas seulement été une période de détente pour nous, mais aussi l'occasion d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences. Outre l'école libre de Lviv, les délégués des organisations universitaires de notre syndicat se sont réunis au congrès pour discuter de leurs plans de travail pour la nouvelle année académique, développer une structure plus efficace pour notre syndicat et acquérir une expérience précieuse par le biais d'ateliers et de conférences.

Le deuxième congrès d'Action Directe a connu d'importants changements organisationnels. Sur la base de l'expérience de nos camarades à l'étranger, en particulier de l'initiative syndicale polonaise Workers' Initiative, nous avons décidé que le congrès des délégués était l'organe de décision le plus élevé et nous avons convenu des principales lignes directrices et du plan général d'activités. Si nécessaire, une assemblée générale sera également convoquée pour examiner les décisions. L'organe exécutif du Congrès, la Coordination, qui mettra en œuvre les décisions du Congrès, a été élu, de même que la Commission de contrôle et d'audit, qui contrôlera le travail de la Coordination.

Dans une large mesure, ces changements sont le résultat d'un réexamen critique de nos processus et problèmes internes, qui ont été décrits par un certain nombre de militants expérimentés (référence à Joe Freeman dans *The Tyranny of Structurelessness*). Notre travail interne est désormais plus transparent, plus rationnel et plus démocratique.

Il sera désormais plus facile pour nos membres de s'épanouir dans des domaines aussi variés que la gestion documentaire, les finances, les médias et les questions juridiques, ainsi qu'avec les secteurs chargés du développement général du syndicat, de l'adaptation et de la formation des nouveaux arrivants, des problèmes dans les dortoirs et de la lutte contre les diverses formes de discrimination.

En l'absence d'instances développées d'autonomie publique, la réflexion commune sur la question des votes et la créativité collective ont permis de développer des formes d'organisation des processus démocratiques parmi nos membres. Cette reproduction au quotidien de la démocratie de proximité est particulièrement importante dans le contexte du renforcement de la société civile, dont dépend l'avenir de l'Ukraine.

Notre congrès n'a pas seulement été l'occasion de partager l'expérience de la lutte étudiante dans différentes parties du pays, mais aussi une grande opportunité de trouver des personnes partageant les mêmes idées pour des actions communes et de s'inspirer mutuellement pour relever de nouveaux défis.

Merci à tous pour votre participation active au Congrès !

Ensemble, gardons le cap sur le changement !

Les langues menacées à l'université de Kyiv

Source : Priama Diia

(4 septembre 2024) La nouvelle année universitaire pour les étudiants de [la seule université de langue ukrainienne](#) commence par une nouvelle "fusion" non transparente.

La plupart des gens savent comment fonctionne ce que l'on appelle l'"optimisation" par le ministère de l'éducation et de la science. Ce cas ne fait pas exception. Les étudiants de la faculté de linguistique

ont été confrontés à des problèmes identiques à ceux d'autres universités : manque d'informations pour les étudiants et le personnel, avenir inconnu des dortoirs et des bâtiments universitaires, modification des frais d'inscription, etc.

Nous reviendrons plus en détail sur la situation de l'Université nationale de langues. Pour l'heure, nous vous invitons à soutenir l'initiative des étudiants et à signer la pétition pour sauver l'Université nationale de linguistique de Kyiv.

<https://petition.kmu.gov.ua/petitions/7145>



Université de Lviv : à propos des dortoirs pour les étudiants

Source : Priama Diia (Action directe) Priama Diia (Action directe)

(29 août 2024) Les dortoirs de l'[Université forestière nationale ukrainienne](#) (NTLU) à Lviv sont actuellement en cours de rénovation. Nos activistes ont donc décidé de familiariser les nouveaux arrivants

avec leurs droits, les plans de réparation des dortoirs, les estimations financières et d'autres documents relatifs à la vie dans le dortoir.

En raison de nos tentatives d'informer les étudiants de la NLTU, nous avons été bannis du chat Telegram local [de l'université] et le concierge a reçu l'ordre de ne laisser entrer personne dans les dortoirs. Les étudiants se sont montrés plus compréhensifs à notre égard et ont donc souligné un certain nombre d'autres problèmes, notamment le fait que la direction nous avait récemment ordonné de loger quatre personnes par chambre : "Absolument toutes les chambres seront occupées par quatre étudiants". Auparavant, les dortoirs n'accueillaient que trois personnes par chambre depuis des années, et cette innovation a suscité l'indignation.

Nous avons décidé de demander à la direction des précisions sur la taille des chambres. Il s'est avéré que la superficie était de 18 mètres carrés. Cela signifie qu'il y a 4,5 mètres carrés par personne dans la chambre, ce qui constitue une violation des normes sanitaires et de la loi.

Nous avons alors signalé la situation au vice-recteur Yuriy Tsyntylyuk, qui n'était pas au courant de la loi. Nous avons demandé que des mesures soient prises pour trouver de nouveaux lieux et construire de nouveaux dortoirs, ce à quoi il a répondu qu'il était "antipatriotique" de demander de nouveaux dortoirs en temps de guerre.

Le même jour, l'administration n'a rien trouvé de mieux que d'obliger chaque étudiant du dortoir à signer une convention dans laquelle il s'engage à "vivre avec d'autres personnes qui pourraient être logées chez moi au-delà de la norme du mètre carré". Une telle convention constitue une violation flagrante de ce règlement et n'a aucune valeur juridique.

Il est plus facile pour l'administration de mettre dix personnes dans une chambre ou d'expulser quelqu'un que de dépenser de l'argent pour créer de nouvelles places. La poursuite de la construction de nouveaux dortoirs dépend des étudiants eux-mêmes et de leur implication dans la vie de l'université.

Lutte des LGBTI+ en Ukraine

Car Pride à Kharkiv

Source : Comité français du RESU

(16 septembre 2024) Le 15 septembre, Kharkiv a accueilli sa sixième KharkivPride consacrée aux droits des personnes LGBTQ+, cette fois-ci sous la forme d'une "CarPride" (photo). Des colonnes de 13 voitures, avec la participation d'une soixantaine de personnes, ont parcouru l'une des principales avenues de la ville. Comme l'expliquent les organisateurs, ils ont choisi ce format pour rendre l'événement aussi sûr que possible pendant la guerre. Ce n'est pas la première fois que la KharkivPride prend la forme d'un défilé de voitures. La marche s'est déroulée dans le même format en 2020, lors de la pandémie de COVID-19.



Selon Anna Sharygina, co-organisatrice de "KharkivPride", le slogan de la parade de cette année est "Ensemble vers l'égalité et la victoire".

Les participants ont demandé à la Verkhovna Rada d'adopter des projets

de loi sur le renforcement de la responsabilité pour les crimes fondés sur l'intolérance (n° 5488) et sur l'institution de partenariats enregistrés (n° 9103).

"Les personnes qui se battent, qui risquent leur vie, ne peuvent tout simplement pas avoir de droits ? C'est indigne et injuste, et la guerre a mis en lumière de tels défis", a déclaré Mme Sharygina.

La Kharkiv Pride commémore les soldats LGBTQ+ tombés au combat.

Source : Comité français du RESU

(14 septembre 2024)
Samedi à 9 heures, une commémoration des soldats LGBTQ+ tombés au combat a eu lieu au monument des défenseurs de l'Ukraine. Le monument présentait 12 portraits de soldats LGBTQ+ qui ont donné leur vie pour défendre l'Ukraine. Seuls deux de



ces portraits avaient le visage découvert, les autres soldats étant morts avant d'avoir fait leur coming-out. Il ne s'agit là que de quelques-uns des soldats de la communauté LGBTQ+ tombés au combat dont nous avons connaissance.

Chaque année, lors de la Kharkiv Pride, nous attirons l'attention sur les soldats LGBTQ+ qui sont morts sans droits et nous honorons leur mémoire.

Nous soulignons une fois de plus l'importance d'adopter le projet de loi n° 9103 sur le partenariat enregistré, qui permettrait la reconnaissance des familles LGBTQ+, et le projet de loi n° 5488 sur le renforcement de la responsabilité pénale pour les crimes homophobes et transphobes.

Union des soldats LGBT : un soldat gagne un procès contre l'homophobie devant le conseil régional de Lviv

(12 septembre 2024) Dans un communiqué de presse, le [syndicat des soldats LGBT](#) déclare que Petro Zherukha (photo) est membre du syndicat et félicite son membre pour ce succès.



sexe. L'appel a été soutenu par 51 conseillers.

Le tribunal administratif du district de Lviv a déclaré illégal et annulé l'appel du conseil régional de Lviv aux dirigeants de l'État adopté en avril 2023 pour empêcher l'adoption de la loi sur l'institut du partenariat, qui permet à la communauté LGBT d'enregistrer ses relations.

L'action en justice a été intentée par Petro Zherukha, un militaire bisexuel des forces armées ukrainiennes, auteur d'une pétition électronique en faveur des partenariats enregistrés pour les couples de même sexe et de sexe différent. Petro Zherukha a également souligné que la décision controversée violait ses droits en tant que personne LGBTQ+ et membre de la communauté LGBTQ+, violant ainsi la prévention de la discrimination à l'encontre de ce groupe de personnes.

Lors d'une réunion tenue le 6 avril à l'initiative du parti [d'extrême droite] Svoboda, le conseil régional de Lviv a adopté un appel aux dirigeants de l'État pour empêcher l'adoption du projet de loi sur les partenariats enregistrés pour les couples de même

Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine

La culture en temps de guerre : les Ukrainiens lisent beaucoup

Source : Comité français du RESU

(22 septembre 2024) L'intérêt pour la littérature ukrainienne s'est accru rapidement depuis le début de la guerre.

En 2023, les revenus des éditeurs ukrainiens ont doublé par rapport à 2022, et les indicateurs d'avant-guerre pour 2021 ont été dépassés de plus d'un tiers. L'année dernière, les cinq plus grandes maisons d'édition ont gagné plus de deux milliards d'UAH (= 43,5 millions d'euros), et 19 sociétés ont franchi la barre des 100 millions d'UAH (= 21 750 euros).

Cette année, la dynamique du marché reste positive : 19 des 22 plus grandes maisons d'édition connaissent une croissance financière au premier trimestre 2024.

D'où vient cette croissance ? Tout d'abord, les livres en russe ont perdu leur place. Deuxièmement, en 2023, le gouvernement a recommencé à commander des manuels scolaires.

Troisièmement, dans le contexte de la guerre, les habitudes des lecteurs ont changé.

Le service de presse de la [maison d'édition KSD](#) déclare : "Au début de l'invasion à grande échelle, nous avons constaté une augmentation rapide de la demande de livres sur des sujets historiques. En ce qui concerne les auteurs de fiction, nous constatons une tendance à l'augmentation des ventes d'auteurs ukrainiens modernes."

Aujourd'hui, après l'invasion totale, le prix moyen des livres ukrainiens a augmenté de 37,5 % et le prix de certaines catégories de livres a doublé.

Bien entendu, toutes les entreprises ukrainiennes sont désormais exposées aux dangers de la guerre.



"En 2023, nous avons imprimé en moyenne 1,5 édition de livres par jour ouvrable. Au premier semestre 2024, ils ont commencé à imprimer deux éditions par jour. Après la [grève russe \[de l'imprimerie de Kharkiv, en photo\]](#), tout a changé", explique Yulia Orlova, directrice générale de Vivat Éditions.

Dans l'incendie, les stocks du roman du soldat Pavel Belyansky *You Can't Retreat from a Fight* ont été brûlés, mais Vivat a réussi à le réimprimer, et les précommandes ont révélé une demande considérable.

L'écrivain Andrii Kokotyukha estime que la demande ukrainienne de livres d'histoire a commencé à se former activement en 2012, en réponse aux activités du ministre de l'éducation pro-russe [Dmytro Tabachnyk](#). Depuis lors, ce genre n'a cessé de croître et de se renforcer.

"La guerre affecte tout. À cause de la guerre, il est impossible de planifier à long terme, il est impossible de prévoir quand les livres sortiront. Il y a également un manque important de personnel, et à cause de la coupure d'électricité, il est difficile de respecter le calendrier d'impression. Il y a aussi le risque que les livres "meurent" dans l'entrepôt ou l'imprimerie en cas d'attentat", conclut Svitlana Andryushchenko, cofondatrice de la [maison d'édition One More Page](#).

Mobilisation des syndicalistes : améliorer les conditions de vie des soldats

Source : KVPU

(17 septembre 2024) Le syndicat indépendant des mineurs ukrainiens (NPGU) dans le Donbass occidental aide constamment ses collègues qui, à la suite d'une attaque à grande échelle des agresseurs russes, ont été contraints de changer leurs vêtements de travail pour des uniformes militaires.



Récemment, les représentants syndicaux ont organisé un nouveau voyage au front. Ils ont apporté des outils, des filets de camouflage, des produits médicaux et d'hygiène et d'autres choses nécessaires à la vie d'un soldat. Les soldats ont été particulièrement satisfaits de la machine à laver qui, cette fois-ci, leur avait été apportée, entre autres, par les mineurs.

Comme d'habitude, les volontaires de l'association régionale du NPGU ont fourni aux défenseurs des aliments à longue durée de vie et à cuisson rapide, très utiles dans des conditions de combat difficiles.

Pendant ce temps, les militants du syndicat des mineurs NPGU du Donbass occidental et de ses principales branches préparent de l'aide humanitaire pour les voyages à venir sur la ligne de front.

En attente de fonds, les enfants ne mangent pas à leur faim...

Source : Conseil municipal de Marioupol (en exil)

(13 septembre 2024) A Marioupol, les repas des jardins d'enfants ne sont pas financés : les parents disent que les enfants ont faim. Il est également interdit aux familles de fournir aux enfants leur propre nourriture, afin qu'ils ne soient pas empoisonnés par des aliments faits maison, selon les "autorités". Les parents sont indignés par le manque de nourriture, les jardins d'enfants n'étant ouverts que jusqu'à 12 ou 13 heures.



"Nous avons soulevé cette question à plusieurs reprises lors de réunions de parents. La seule réponse est qu'ils attendent des fonds de Donetsk", déclare un habitant de Marioupol.

Selon les habitants, les autorités financières de la soi-disant "République populaire de Donetsk" n'ont pas encore pris de décision sur le mécanisme de financement des organisations préscolaires. Les enfants restent donc sur leur faim.

Bombardements : les travailleurs doivent être protégés

Source : *Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)*

(13 septembre 2024) Au cours des sept derniers mois, 275 personnes sont mortes sur leur lieu de travail, la moitié d'entre elles étant liées à la guerre. Parmi les causes de ces tragédies, citons les bombardements soudains dans les zones frontalières, le non-respect des alertes aériennes et l'inaction des employeurs pour protéger leur personnel.

Telles sont les conclusions du dernier numéro du magazine [*Labour Protection*](#). Le principal leitmotiv de l'éditorial est de persuader les employeurs de prendre toutes les mesures appropriées pour protéger la vie et la santé de leurs employés. De nombreux chefs d'entreprise ne prennent pas les mesures nécessaires en raison d'un manque de ressources ou d'une passivité délibérée, ce qui entraîne une augmentation des pertes humaines et matérielles.

Le Mouvement social soutient pleinement la position responsable du comité éditorial, qui soulève la question des causes sociales des blessures et des pertes de vie et ne peut permettre aux employeurs de tout mettre sur le dos de la guerre. Comme vous le verrez, au moins 50 % des travailleurs perdent la vie par la faute de leur employeur. Il est possible de remédier à cette situation en élaborant des règles de protection du travail encore plus strictes, à l'image de la loi martiale : pas de travail sans abris antiatomiques, affectation des bénéfices à l'amélioration des conditions de travail, pouvoirs étendus des inspections du travail, allant jusqu'à la fermeture d'entreprises pour éviter les blessures et les pertes de vie évitables.

Dans ce magazine, un article rédigé par un avocat du Mouvement social critique les autorités chargées des pensions qui refusent, pour des raisons farfelues, d'accorder une aide financière aux travailleurs des infrastructures blessés par les attaques russes. L'État doit traiter avec respect ceux qui risquent le plus leur vie pour défendre l'Ukraine !

La vie d'un travailleur est au-dessus de tout !

Voir : (<https://ohoronapraci.Kyiv.ua/.../mi-silni-tomu-so-mi-razom>)

Remerciements aux syndicalistes conscients des besoins militaires

Source : *KVPU*

(3 septembre 2024) L'association régionale de Chervonograd du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU), ainsi que les principales branches du NPGU qui en font partie, fournissent une assistance permanente aux unités militaires des forces armées ukrainiennes et aux unités de défense antiterroriste qui défendent notre pays contre les envahisseurs russes et dans lesquelles leurs anciens membres servent actuellement en tant qu'autres mineurs.



Les mineurs de la région de Lviv continuent d'apporter leur aide aux unités militaires des forces armées ukrainiennes et aux unités de défense terrestre qui défendent notre pays contre les envahisseurs russes et dans lesquelles leurs anciens collègues mineurs servent actuellement. Les activistes et les dirigeants du NPGU, qui font partie de l'association régionale de Chervonograd, y participent constamment.

Les mineurs de l'entreprise d'État Lvivvugilya ont récemment remis un autre "[Mavik](#)" à la reconnaissance aérienne. Ce cadeau s'ajoute aux sept que les soldats des forces armées ukrainiennes ont reçus des mineurs à la veille de la fête de l'indépendance de l'Ukraine.

Coût exorbitant du logement pour les personnes déplacées

Par Alyona Tkalic

Source : Socportal

(3 septembre 2024) Suite à l'invasion russe, environ quatre millions d'Ukrainiens, devenus des personnes déplacées à l'intérieur du pays, ne peuvent toujours pas rentrer chez eux. La plupart d'entre eux louent un logement à leurs frais. En mars de cette année, la plupart d'entre eux ont perdu leur droit à une aide financière, ce qui a contraint 130 000 personnes qui ne pouvaient plus payer leur loyer à retourner dans des régions dangereuses.

La situation des personnes déplacées a exacerbé les problèmes du marché de la location de logements qui existaient déjà avant la guerre, déclare le syndicat des locataires. Cette initiative auto-organisée défend les droits des locataires, promeut la création de conditions propices à des relations égales et équitables entre locataires et propriétaires, et plaide également pour l'adoption de politiques publiques équitables dans ce domaine.

Selon le Service national des statistiques pour 2023, les prix des loyers ont augmenté de 15,9 %, alors que l'inflation officielle était de 5,1 %, ce qui signifie que la croissance des prix des loyers est trois fois plus élevée que l'inflation.

L'une des locataires a parlé de sa situation. La jeune femme avait loué un petit appartement à Lviv pour 6000 UAH (= 130 €) par mois pendant 5 ans et, au début de l'invasion, le propriétaire de l'appartement a décidé d'augmenter le loyer à 500 USD (= 450 €). Bien entendu, la locataire n'était pas d'accord et a décidé de déménager dans un mois, ce à quoi le propriétaire a réagi de manière agressive, en pénétrant dans l'appartement le lendemain et en lui demandant de déménager. La locataire a appelé la police. Mais la police n'a rien fait pour empêcher l'expulsion, si ce n'est lui suggérer de "médiatiser la situation".



Des travailleurs russes manifestent à Marioupol, ville occupée

Source : Conseil municipal de Marioupol (en exil)

(3 septembre 2024) Les habitants de Marioupol se sont plaints à plusieurs reprises des "réparations" suspendues par les occupants. Les travailleurs russes abandonnent tout simplement les maisons inachevées, les laissant avec des toits "ouverts" et sans fenêtres. La raison en est que les promoteurs ont cessé de les payer pour leur travail.

Les travailleurs russes sont indignés ; ils n'ont pas été payés depuis 6-7 mois. Ils disent avoir déjà fait appel aux autorités moscovites, mais ils n'obtiennent que des promesses.

Les occupants ont déjà fait venir plus de 30 000 migrants russes dans la ville. Ils savent qu'il s'agit d'une main-d'œuvre bon marché et illégale, qui peut être "abandonnée" à tout moment parce qu'elle n'a aucun droit.

Dans le même temps, les entrepreneurs russes profitent des "réparations" qui sont "abandonnées" et "inachevées" pour se mettre de l'argent dans les poches grâce à des systèmes de pots-de-vin. Marioupol a été transformée en un lieu de corruption et de désordre.

Familles de prisonniers de guerre : "Honte à la Croix-Rouge internationale"

Source : *Media Initiative for Human Rights* (traduction Patrick Le Tréhondat)

(29 août 2024) Des familles de prisonniers de guerre ukrainiens ont manifesté devant le bureau du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Kyiv aujourd'hui, en scandant "Honte", a rapporté Olha Reshetylova, coordinatrice de l'Initiative des médias pour les droits de l'homme, sur [Facebook \(vidéo\)](#).



"Ce qui s'est passé aujourd'hui dans les murs du bureau du CICR à Kyiv est un verdict sur l'ensemble du système du droit international et des organisations internationales", a déclaré Mme Reshetylova.

"Des parents désespérés de prisonniers de guerre, prêts à s'immoler parce que leurs proches ont été torturés et tués pendant des années, prennent d'assaut le CICR. Et ce n'est que le début".

Le CICR, les Nations unies, l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe] et d'autres organisations internationales observent depuis des années la mort de milliers d'Ukrainiens en captivité, a-t-elle ajouté.

"Oui, c'est la Russie qui les détient et les tue", a-t-elle écrit.

"Mais la communauté internationale favorise l'impunité de la Russie en continuant à prétendre que les conventions de Genève sont en vigueur et que tout va s'arranger. Ce n'est pas le cas. Soit vous agissez et pénétrez dans les sites de détention, soit vous verrez la vraie colère des mères et des épouses ukrainiennes désespérées".

Presque tous les prisonniers de guerre ukrainiens ont été torturés en captivité par les Russes

Source : [Nouvelle Voix de l'Ukraine](#)

(7 août 2024) Oleksandr Vlasenko, porte-parole du CICR en Ukraine, a déclaré au média *hromadske* qu'une centaine de familles, dont des parents de soldats de l'infanterie de marine, s'étaient rassemblées devant le bureau. La manifestation a eu lieu le jour de la commémoration des défenseurs de l'Ukraine. Selon M. Vlasenko, les gens sont venus dans l'espoir d'obtenir des informations sur leurs proches qui sont en captivité.

"Ils sont tous venus chercher une seule chose : des nouvelles de leurs proches qui sont en captivité", a déclaré M. Vlasenko.

"Nous les avons rencontrés et avons pris connaissance de leur frustration, de leur colère et de leur douleur. On peut les comprendre ; vivre dans l'incertitude pendant de nombreux mois, ne pas savoir ce qui est arrivé à un proche, comment il va - c'est terrible. Ils sont donc frustrés, cherchent un coupable, veulent que nous leur donnions des informations".

Le Comité international de la Croix-Rouge est la seule organisation mandatée pour visiter les lieux de détention des prisonniers de guerre, mais cela n'est possible qu'avec le consentement de l'administration de la prison, du quartier d'isolement ou de la colonie. La Russie autorise rarement les représentants du CICR à accéder à ces lieux.

M. Vlasenko a noté que malgré tous les efforts déployés depuis 2022, le CICR n'a toujours pas été en mesure d'informer des milliers de familles sur le statut de leurs proches en raison de restrictions, ce qui suscite des frustrations au sein même de l'organisation.

"Lorsque les États respectent leurs obligations au titre des conventions de Genève et ouvrent les portes des centres de détention à nos travailleurs, les familles ont la possibilité de s'informer sur le statut de leurs proches", a déclaré le porte-parole.

"Nous voulons assurer aux familles des disparus que nous travaillons sans relâche pour avoir accès aux prisonniers de guerre, où qu'ils soient détenus".



En aidant les victimes des attentats russes, il est tué

Evgeni Yurko, 21 ans, ambulancier, tué par une seconde frappe alors qu'il prodiguait les premiers soins à Poltava. Les militaires russes appliquent cette tactique meurtrière de la "double frappe" contre les travailleurs des services d'urgence et les volontaires qui se précipitent pour aider les victimes de leurs premières frappes.

Pour en savoir plus

- [La Russie détruit des villes minières dans le Donbass, ciblant les travailleurs](#)

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine **Appels et campagnes de collecte de fonds**

Les équipes de secours ukrainiennes ont besoin d'équipements vitaux

Source : [*Campagne de solidarité avec l'Ukraine*](#)

La bravoure, le dévouement et la détermination des équipes de sauvetage minier de la région de Donetsk sont inégalés.

Mais ils ont besoin de toute urgence de nouveaux équipements qui les aideront à sauver davantage de vies.

Votre soutien aujourd'hui peut contribuer à l'achat :

- Casques, bottes ignifugées et tuniques, pour que les secouristes puissent sauver des vies au lendemain d'un tir de missile.
- Kits de premiers secours pour les traumatismes médicaux, permettant de sauver des vies lorsque les civils et les travailleurs sont pris pour cible.
- Les imageurs thermiques et les analyseurs de gaz assurent la sécurité des secouristes et des mineurs lorsque les mines sont prises pour cible par l'artillerie russe.



Nous vous demandons de faire circuler cette information et de vous solidariser avec les travailleurs ukrainiens et de vous joindre à notre campagne de collecte de fonds pour l'achat d'équipements de sauvetage.

Appel de fonds des Collectifs de solidarité, Fédération anarchiste tchèque



(19 septembre 2024) Nous vous demandons de soutenir le groupe anti-autoritaire de combattants internationaux qui risquent leur vie dans la lutte contre l'occupant russe. Parmi eux, Jakub de la République tchèque, Bender et Loki. Ils luttent contre la dictature russe et ont besoin d'urgence d'un véhicule utilitaire sport pour mener des missions de combat dans l'est de l'Ukraine.

Comme l'écrivent les auteurs :

"Nous travaillons dans le secteur Est, et notre véhicule a récemment été brûlé par des salauds de séparatistes pendant la nuit. Nous vous demandons de nous aider à collecter des fonds pour l'achat d'une nouvelle voiture afin que nous puissions continuer à remplir nos missions et à participer à la lutte."

Cette collecte de fonds est organisée par les Collectifs de solidarité et la Fédération anarchiste tchèque AFED.

Histoires de combattants :

Jakub (République tchèque) :

"Bonjour, je m'appelle Jakub, je suis anarchiste, j'ai une femme et une fille et je suis récemment parti me battre pour l'Ukraine. J'ai pris cette décision avec ma femme, qui est originaire d'ici. Dès le début, nous avons discuté de la possibilité d'une participation active, mais il s'agissait surtout d'émotions plutôt que de considérations réelles. La situation a changé à l'approche du deuxième anniversaire de l'invasion. Une pénurie de main-d'œuvre commençait à se faire sentir. Ma femme et moi avons donc décidé que nous devions participer directement aux combats. Quelqu'un resterait ici avec notre fille et quelqu'un irait participer à la défense des civils contre l'occupation fasciste. Nous avons envisagé les deux options, mais finalement, c'est moi qui suis parti. Je me bats maintenant dans une unité de mortiers aux côtés de plusieurs autres camarades anarchistes."

Bender :

À la question "Pourquoi es-tu venu te battre ?", je réponds simplement : "Pourquoi ne l'aurais-je pas fait ?". La lutte contre les régimes dictatoriaux comme celui de Poutine est ma voie. Les actions, les manifestations et les concerts punk sont à jamais dans mon cœur. J'aime beaucoup l'Ukraine et son peuple courageux, je me sens chez moi ici. Je n'ai pas pu retenir mes larmes lorsque j'ai appris l'invasion à la radio.

Loki :

"Mon indicatif est Loki et je suis tireur de mortier. Pour moi, la lutte contre la dictature n'est pas un phénomène nouveau. Lorsque, dans les années 1990, il est devenu évident que les régimes autoritaires pouvaient revenir, j'ai commencé à me rendre compte que nous étions confrontés à un nouveau cycle de répression. Malheureusement, ce scénario se répète : le régime russe continue d'apporter la mort et la répression non seulement à son propre peuple, mais aussi aux États voisins.

"La machine impériale russe n'a pas changé : elle continue de soutenir des organisations d'extrême droite et des dictatures dans le monde entier. Nous ne pouvons pas lui permettre d'étendre davantage son influence. C'est pourquoi je suis ici, au sein d'un groupe international de combattants anti-autoritaires, pour l'arrêter et défendre la liberté qui est si difficile à atteindre. Cette lutte n'est pas une discussion, c'est la destruction active du régime fasciste".

[Buenaventura Durruti](#) : *"Le fascisme ne doit pas être débattu, il doit être détruit".*

L'objectif est de collecter 10 000 euros

Lien vers la jarre de collecte de fonds : <https://send.monobank.ua/jar/2zsdimERt3>

Numéro de carte bancaire 5375 4112 2244 7760

Paypal : nelsongarbo.vm@gmail.com

Les syndicats de la fonction publique mènent l'action pour rétablir l'eau potable en Ukraine

Source : Union européenne du service public

(19 septembre 2024) Après que les bombardements russes ont détruit le système d'approvisionnement en eau de la ville de Mykolaiv, l'Union Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) et les syndicats des services publics se sont mobilisés pour rétablir l'accès des citoyens à l'eau potable.

En mars 2022, la ville de Mykolaïv, en Ukraine, a subi un bombardement russe qui a détruit le système de purification de l'eau et laissé plus d'un demi-million de personnes sans accès à de l'eau propre et potable.

En réponse à ce besoin urgent d'eau propre, le syndicat ukrainien Ukrelektroprofspilka (Union des travailleurs de l'industrie de l'énergie et de l'électrotechnique) a lancé une campagne de solidarité pour un nouveau système de purification de l'eau. La FSESP a rapidement contribué au projet.



Grâce aux efforts de l'Ukrelektroprofspilka, un nouveau système de purification a été installé et a commencé à servir les membres du syndicat et leurs familles. Un membre du syndicat a exprimé la gravité de la situation en déclarant : "Nous avons oublié le goût de l'eau".

Ce témoignage puissant met en lumière le besoin vital d'eau potable. Cette initiative démontre le rôle clé des travailleurs des services publics et de leurs syndicats dans le rétablissement des services essentiels, même face à la guerre et à la destruction.

L'eau est un droit humain fondamental, et non une cible dans les conflits, [comme l'a clairement indiqué le rapporteur des Nations unies, M. Pedro Arrojo-Agudo](#). L'accès à l'eau potable doit être garanti pour tous, quelles que soient les circonstances. La FSESP reste déterminée à défendre ce droit, qu'il soit menacé par des plans de privatisation ou par les ravages de la guerre.

La FSESP poursuivra ses efforts pour reconstruire l'Ukraine avec ses affiliés.

Veuillez [regarder la vidéo](#) pour les témoignages de nos affiliés.

Le Mouvement social continue d'aider Mykolaïv

Grâce à vous, nous avons pu acheter une station d'épuration pour Mykolaïv, qui fournit déjà de l'eau propre à des centaines de familles. Il s'agit d'une étape importante pour surmonter les conséquences des bombardements russes, qui ont privé les habitants de la ville d'un accès à l'eau potable. Votre contribution a permis de faciliter la vie de nombreuses personnes. Merci de soutenir cette initiative !

Mais nous ne nous arrêtons pas là ! Pour soutenir nos autres initiatives humanitaires, veuillez utiliser les coordonnées ci-dessous.

Des détails pour vous aider

1. transférer en UAH :

4441 1144 5075 7164

Réciendaire : Tidva Artem

2. Pour un transfert multi-devises - destinataire : Yuliya Yurchenko

IBAN : GB86HBUK40142801446495

BIC/SWIFT : HBUKGB4121W

Banque : Banque HSBC

Courriel : margherinescotch@gmail.com

3. Paiements :

Ti2artya@gmail.com (Artem Tidva)

Collectifs de solidarité : comment nous aidons les animaux

Source : Facebook-

(3 septembre 2024) Lors de notre voyage humanitaire du mois d'août dans l'est de l'Ukraine, l'aide aux animaux est devenue un objectif important. Nous avons reçu un grand nombre de demandes de nourriture pour animaux de la part des bénévoles locaux, que nous avons pu satisfaire grâce à vos dons et au soutien de nos partenaires.

L'absence de foyer pour les animaux de compagnie a toujours été un problème important dans notre pays. Avec le début de l'invasion à grande échelle, ce problème est devenu encore plus aigu, en particulier dans les territoires de la ligne de front. Une culture quasi inexistante de la propriété responsable des animaux de compagnie et/ou un manque de services vétérinaires adéquats (chaque village n'a pas de vétérinaire disponible et chaque propriétaire n'a pas les moyens de payer la stérilisation) ont conduit à ce qu'une majorité d'animaux domestiques et d'animaux de rue ne soient pas stérilisés. En conséquence, de nombreux animaux de compagnie ont perdu leur foyer à la suite d'évacuations massives. Si l'on ajoute ces animaux à ceux qui errent déjà dans les rues, on obtient une croissance incontrôlable de la population.

Les bombardements constants ont augmenté le nombre d'animaux blessés. Sans personne pour s'occuper d'eux, ces blessures entraînent souvent des amputations. Il faut trop de temps pour que ces animaux soient retrouvés et recueillis par des personnes au grand cœur. Parmi elles, les bénévoles locaux qui ont accepté la difficile mission de soigner les animaux. Nous leur apportons notre aide lors de nos voyages humanitaires.



Cette fois-ci, nous avons rendu visite à Mme Nadiia, de la région de Kupiansk, et avons apporté de la nourriture pour 10 chiens et deux chats dont elle s'occupe. Grâce à nos amis du [bus de la solidarité ukrainienne](#) (photo), elle a reçu une station de recharge Jackery 2000. Nous avons également

rendu visite à Yanina à Izyum et fourni à ses pupilles des traitements antiparasitaires et des provisions.

La ville minière de Dobropillya a été ajoutée à notre liste habituelle. C'est la ville où les gens sont évacués des zones de front, et la situation y est assez critique. Nous avons donc décidé de faire de notre mieux pour aider les refuges locaux et leur avons apporté 300 kg de nourriture.

Le premier refuge abritait au moins 50 chiens et à peu près le même nombre de chats. Le nombre d'animaux dans le second est en constante évolution et a augmenté récemment en raison des évacuations du district de Pokrovsk. Au moment même de notre visite, nous avons vu des bénévoles construire des enclos pour les chiens nouvellement arrivés. On ne peut donc qu'imaginer le nombre de nouveaux animaux qu'ils reçoivent chaque jour.

Nous resterons en contact avec Nadiia, Yanina et les refuges de Dobropillya pour soutenir le travail de ces militants dévoués. Vous pouvez nous aider en faisant des dons, en envoyant de la nourriture et des traitements antiparasitaires.

Détails de l'aide aux animaux

Jarre monobanque : <https://send.monobank.ua/jar/7EZuQAw6VR>

Numéro de carte : 5375 4112 1599 3812

PayPal : ksenia.kozeniuk@gmail.com

Soutenez les initiatives humanitaires des militants de gauche et des syndicalistes, car notre solidarité est notre force !

Source : [Halo Trust](#)

L'ONG [Ukrainian LGBTIQ+ Military for Equal Rights](#) a signé un protocole de coopération avec l'organisation internationale Halo Trust, qui mène des opérations de déminage humanitaire dans 30 pays et territoires depuis 35 ans.

Les vétérans peuvent nous contacter pour être orientés vers une formation ou un emploi.

Halo Trust élimine la menace des restes explosifs de guerre : il trouve les engins explosifs, marque les territoires, dessine des cartes, élimine les munitions non explosées dans les anciennes zones de combat, y compris les pièges, et communique avec les communautés sur l'action antimines. L'organisation compte



environ 10 000 démineurs dans le monde.

Halo travaille dans l'est de l'Ukraine depuis 2015. La société est actuellement engagée dans le déminage des régions de Kyiv , Tchernihiv, Sumy, Kharkiv, Mykolaiv et Kherson.

La communauté des vétérans de notre ONG a l'intention de coopérer avec Halo Ukraine et d'employer nos membres, de les envoyer à des exercices de formation et de déminage appropriés.

Une campagne couronnée de succès - Des scooters pour Kharkiv

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse



Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine **Nouvelles**

Notre sixième ambulance pour l'Ukraine

Source : [Taiwan aux côtés de l'Ukraine](#)

(17 septembre 2024) Joyeuse fête de la mi-automne !

En ce jour de fête de la mi-automne, nous prions pour la paix et la prospérité en Ukraine et à Taïwan et remercions tous ceux qui nous ont aidés au cours de l'année écoulée !

Au début de l'été, de nombreux Taïwanais et Ukrainiens ont participé à notre collecte de fonds en ligne pour aider le peuple ukrainien. Cette ambulance, la sixième que nous avons contribué à acheter, est maintenant en route de l'Allemagne vers l'Ukraine pour sauver des vies et faire connaître la générosité de Taïwan.



Produits médicaux de la Lorraine vers l'Ukraine

Source : Nataliya Andreyko (Echanges Lorraine Ukraine (ELU)) [Nataliya Andreyko \(Echanges Lorraine Ukraine \(ELU\)\)](#)



(14 septembre 2024) Il y a des gens merveilleux qui permettent à ce monde cruel de survivre... Christiane et Gilbert Valin en font partie. Il y a plus de 20 ans, ils ont créé l'association Partenariat Santé 57, qui soutient un dispensaire au Liban où sont soignées les personnes qui n'ont pas les moyens de payer les soins médicaux.

Partenariat Santé 57 collecte des produits et équipements médicaux, ainsi que des produits d'hygiène personnelle, et les envoie au Liban.

Mais le malheur ne connaît pas de frontières, et quand on a un grand cœur... on aide tous ceux qui sont dans le besoin.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Christiane et Gilbert soutiennent également notre association. Une partie de leur collecte est destinée à nos convois vers l'Ukraine.

Aujourd'hui, nous avons rempli notre camionnette de couches, de serviettes hygiéniques, de produits d'hygiène et de matériel médical. Nous espérons pouvoir envoyer le prochain convoi humanitaire en Ukraine en octobre.

Merci Christiane et Gilbert pour votre soutien indéfectible !

Fête de l'Humanité : l'Ukraine fait son apparition...



LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

PROGRAMME DU STAND

L'APRÈS

GDS GAUCHE DÉMOCRATIQUE & SOCIALE

ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

Dimanche 15
11h-13h

Après 30 mois de guerre contre l'Ukraine, à gauche, quelles analyses ? Quelle solidarité ?
Avec Jean-Pierre Pasternak (Union des Ukrainiens de France), Stefan Bekier (RESU et Ensemble!), David Gaillard-Bazylenko (chercheur franco-ukrainien), une syndicaliste de Solidaires, Nico Dix et Manon Boltansky, membres du NPA de retour d'Ukraine.

La campagne de Solidarité avec l'Ukraine tient son assemblée générale annuelle



Source : [Campagne de solidarité avec l'Ukraine](#)

La campagne de Solidarité avec l'Ukraine a tenu son assemblée générale annuelle (AGA)/conférence à Londres le samedi 7 septembre. La conférence a adopté une déclaration de solidarité que nous publions ci-dessous. La conférence a été ouverte par le président John McDonnell MP et des rapports sur la situation actuelle ont été présentés par Yuliya Yurchenko, du Mouvement social, Maria Exall, vice-

DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE DE LA CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

La campagne de solidarité avec l'Ukraine salue la résistance du peuple ukrainien à l'invasion et à la destruction de son pays et de son identité culturelle. Il s'agit d'une guerre juste d'un peuple opprimé pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination. La guerre de Poutine est une agression impérialiste visant à réaffirmer la domination de la Russie sur les anciennes républiques soviétiques. La dictature de Poutine est liée aux forces néo-fascistes et autoritaires du monde entier qui sapent le soutien à l'Ukraine et attaquent la démocratie dans le monde.

L'Ukraine a le droit d'obtenir les armes nécessaires à la libération du pays, partout où cela est possible et sans conditions. La plupart des pays occidentaux ont tardé à fournir des armes. Ils prétendent soutenir la lutte de l'Ukraine pour la démocratie alors qu'ils soutiennent parfois des dictatures brutales ailleurs.

L'avenir de l'Ukraine ne doit pas être décidé par des négociations séparées entre la Russie et l'Occident. La dette extérieure de l'Ukraine doit être annulée pour une reconstruction basée sur la justice sociale et économique. Les syndicats ukrainiens ont raison de résister aux réformes néolibérales introduites par le gouvernement et soutenues par l'Occident.

Une défaite russe ne sera pas seulement une victoire pour la résistance de l'Ukraine à la domination impérialiste, mais aussi pour la démocratie et toutes les forces progressistes qui s'opposent à l'occupation et luttent pour l'autodétermination. La solidarité doit consister à aider l'Ukraine à gagner la guerre. C'est pourquoi nous lançons les appels suivants :

1. Des armes pour l'Ukraine - donnez les armes pour libérer le pays.
2. Annuler la dette de l'Ukraine - pour une reconstruction basée sur la justice sociale, économique et climatique.
3. Sanctions complètes - Interdire le commerce avec les entreprises russes et sanctionner les entreprises qui commercent avec la Russie.
4. Saisir les actifs russes - Redistribuer tous les actifs liquides et le produit de la vente des actifs non liquides à l'Ukraine.
5. Poursuivre les criminels de guerre - Justice pour les victimes du génocide russe.
6. Ouvrir les frontières - soutien total aux réfugiés d'Ukraine et aux résistants russes à la guerre.
7. Soutien aux opposants russes à la guerre.

La campagne de solidarité avec l'Ukraine appelle à la solidarité pour aider le peuple ukrainien à gagner et à obtenir une paix juste.

L'Ukraine et les syndicats

Par Michael Baker

Source : [Workers Liberty](#)

(3 septembre 2024) Alors que la saison des conférences syndicales 2024 s'achève, il convient de faire le tour des syndicats britanniques, afin de faire le point sur la situation actuelle de la politique relative à la guerre en Ukraine, et sur le travail de solidarité active réalisé dans chaque syndicat sur la base de (ou en dépit de) cette politique.



Congrès des syndicats (TUC)

Le plus grand succès en termes de solidarité du mouvement syndical s'est peut-être produit lors du congrès général du TUC en 2023. Une [motion](#) proposée par le [syndicat GMB](#) et l'[ASLEF](#) appelait à une solidarité active et à la reconnaissance de la guerre en Ukraine comme une "invasion illégale et agressive" de la Russie. Elle "reconnaissait" le travail accompli par la campagne de solidarité avec l'Ukraine et citait plusieurs syndicats ukrainiens qui avaient coordonné un travail important pour soutenir les travailleurs et s'opposer à l'invasion.

L'adoption de cette motion a constitué une victoire pour la solidarité avec l'Ukraine au sein du mouvement. L'organe central du TUC s'est depuis montré plus réceptif à la coordination du travail de solidarité avec l'Ukraine, en diffusant les appels de fonds de la campagne de solidarité avec l'Ukraine sur son site web, et en envoyant même le secrétaire général Paul Nowak dans une délégation de la [Confédération européenne des syndicats](#) (CES) en Ukraine.

Société associée des ingénieurs de locomotives et des pompiers (ASLEF)

L'ASLEF a été l'un des membres fondateurs de la campagne de solidarité avec l'Ukraine en 2014. Ses dirigeants ont toujours soutenu les travailleurs ukrainiens, en contribuant régulièrement aux appels de fonds et en participant à des délégations en Ukraine. Le secrétaire général Mick Whelan s'est rendu en Ukraine quelques jours avant le début de la guerre en février 2022.

Au niveau de la base, on pourrait faire davantage pour encourager la solidarité active. Les militants de l'ASLEF devraient s'appuyer sur la position forte du syndicat.

Malheureusement, le syndicat est également affilié à [la Stop the War Coalition](#) (STWC), ce qui est en contradiction avec ses autres positions sur l'Ukraine. Une motion présentée à la conférence de cette année demandait au syndicat de se désaffilier de la STWC, mais elle a été rejetée par une faible marge.

Syndicat des travailleurs de la communication (CWU)

Le CWU est l'un des rares exemples où, après des allers-retours, aucune politique formelle n'a été adoptée. En 2022, une motion de la coalition Stop the War a été présentée à la conférence, mais un discours de Dave Ward la jugeant "insuffisante", ainsi que les arguments politiques avancés par plusieurs militants, ont fait en sorte qu'elle n'a pas été adoptée. En 2023, il n'y a pas eu de conférence du CWU pendant la grève des services postaux, et il n'y a pas eu non plus de conférence en 2024 - bien qu'une réunion marginale de Solidarité Ukraine ait été organisée avec succès.

En dehors de sa propre politique de conférence, la délégation du CWU a joué un rôle important dans l'obtention du vote au TUC en 2023, après que le syndicat a voté en faveur de la motion de solidarité du GMB.

Les militants du CWU apporteront très certainement une politique à la conférence de l'année prochaine.

Syndicat des pompiers (FBU)

Après le début de la guerre, une déclaration du conseil exécutif de la FBU a appelé au retrait total des troupes russes et à la solidarité avec les syndicats de pompiers ukrainiens. Toutefois, elle a également dénoncé la guerre comme une "guerre par procuration", décrié l'expansion de l'OTAN et la fraternisation entre les soldats ukrainiens et russes. Lors du congrès 2023 du TUC, il a été l'un des principaux syndicats à voter contre la motion de solidarité avec l'Ukraine.

La base du syndicat doit travailler à l'élaboration d'une meilleure politique et à la victoire de l'argument politique sur l'autodétermination de l'Ukraine.

GMB Union

La motion présentée au congrès 2023 du TUC, dont il a été question plus haut, est peut-être le plus grand avantage que le GMB a apporté au travail ukrainien en Grande-Bretagne. Au sein du syndicat, une politique spécifique a été adoptée, affirmant une position similaire : une déclaration publiée après le début de la guerre condamnant l'invasion et appelant à la solidarité avec les syndicats ukrainiens ; une politique affirmant le droit des Ukrainiens à recevoir des armes et une aide militaire, appelant à une reconstruction juste et à l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine ; et un certain nombre d'actions faisant suite à cette politique, y compris le don de véhicules et d'argent à une unité militaire composée en grande partie de mineurs ukrainiens.

Association nationale des maîtres d'école Union des femmes enseignantes (NASUWT)

La NASUWT n'a pas adopté de politique officielle, mais a publié en février 2022 une déclaration appelant à la solidarité avec l'Ukraine, en particulier avec ses enseignants et ses étudiants, et étendant la solidarité au Syndicat indépendant de l'éducation et de la science d'Ukraine (VPONU), le syndicat indépendant des travailleurs de l'éducation ukrainiens.

Les dirigeants du syndicat ont fait circuler des collectes de fonds et des messages sur le travail de solidarité, mais il est possible de faire davantage pour encourager un travail de solidarité actif au sein du syndicat et avec ses homologues ukrainiens.

Syndicat de l'éducation nationale (NEU)

Trois conférences du NEU ont eu lieu depuis l'invasion totale de l'Ukraine en février 2022.

Dans les deux premières, les représentants de la faction dirigeante, NEU Left, qui comprend le Socialist Workers Party (SWP), des staliniens et des compagnons de route, ont tenté de faire accepter leur position par la conférence. Ils ont échoué.

Après la conférence du NEU de l'année dernière, les membres du NEU pro-Ukraine, dégoûtés, ont créé un groupe pour faire pression en faveur d'une politique décente et internationaliste. Ce groupe a été actif au cours de l'année écoulée, produisant un bulletin d'information et intervenant au sein des structures de la NEU. Au niveau des sections, la campagne est également très active.

Cette année, à Bournemouth, la position du réseau de solidarité avec l'Ukraine du NEU était à l'ordre du jour. Elle aurait été adoptée à une large majorité. Cependant, le SWP et ses acolytes ont fait de l'obstruction, et la motion a échoué de peu à être votée. Leur comportement était honteux, ils ont perdu du temps à chaque occasion.

Syndicat national des journalistes (NUJ)

Le Syndicat national des journalistes a axé son travail de solidarité sur le soutien aux journalistes ukrainiens. Un mois après le début de la guerre en 2022, le syndicat a appelé ses membres à soutenir une

initiative de collecte de fonds de la [Fédération internationale des journalistes \(FIJ\)](#), en collaboration avec le syndicat des journalistes ukrainiens, le [Syndicat national des journalistes d'Ukraine \(NUJU\)](#). Lors de la réunion des délégués en 2023, cette initiative a été formalisée en tant que politique, et le Comité exécutif national (CEN) a été chargé de continuer à faire des dons au même fonds sur une base annuelle. La section irlandaise de la NUJ s'est mobilisée pour une manifestation syndicale de solidarité avec l'Ukraine à Dublin, mais il ne s'est pas passé grand-chose depuis.

Syndicat national des mineurs (NUM)

Le National Union of Mineworkers a toujours été un allié du peuple ukrainien - un lien qui remonte à 1984, date à laquelle les mineurs de Donetsk ont fait un don pour soutenir leurs camarades britanniques lors de la grève des mineurs.

Bien que le syndicat soit aujourd'hui beaucoup plus petit qu'il ne l'était à l'époque, le NUM a eu un impact tangible énorme sur le travail de solidarité avec l'Ukraine depuis le début de la guerre, en participant à de nombreuses délégations en Ukraine et en donnant d'importantes sommes d'argent pour aider à la collecte de fonds et à la solidarité pratique. Leur engagement pour la cause est louable et devrait être reproduit.

Syndicat des services publics et commerciaux (PCS)

Le syndicat de la fonction publique PCS a été l'un des premiers, en [juin 2022](#), à adopter une motion soutenant massivement la solidarité avec l'Ukraine, à s'affilier à la campagne de solidarité avec l'Ukraine et à rejeter une motion de la coalition Stop the War s'opposant à l'envoi d'armes à l'Ukraine. Depuis lors, le syndicat a soutenu activement les manifestations et les événements sur le sujet, et a même appelé lui-même à de nombreuses manifestations.

Il y a encore du travail à faire, tant au niveau des branches qu'en termes de délégations et de travail de solidarité pratique, mais le PCS a été un exemple fort d'internationalisme en ce qui concerne l'Ukraine, et avec l'élection d'un nouveau NEC plus à gauche, il y a de l'espoir pour un travail plus concret afin de soutenir la politique existante.

Syndicat national des travailleurs du rail, de la mer et des transports (RMT)

Le plus grand syndicat des transports du Royaume-Uni a un passé douteux en ce qui concerne l'Ukraine. En 2014, le syndicat a adopté l'une des pires politiques possibles, saluant le soulèvement nationaliste russe dans le Donbas comme une victoire de l'"antifascisme".

Depuis 2022, le syndicat est resté très discret sur cette position - mais elle n'a pas été formellement annulée par un vote à l'assemblée générale nationale. Au lendemain du déclenchement de la guerre, le Comité exécutif national du RMT a publié une déclaration condamnant l'invasion et appelant à un retrait total des troupes, tout en affirmant que "nous nous opposons à la guerre et soutenons la paix et la solidarité transfrontalière entre les travailleurs". Bien que rien dans cette déclaration ne soit manifestement faux, il s'agissait clairement d'une déclaration de compromis intermédiaire, avec peu de force derrière elle pour que le syndicat entreprenne une action de solidarité décisive.

L'AG 2022 a adopté une motion très positive de solidarité avec les saboteurs ferroviaires biélorusses qui perturbaient les trains russes traversant la Biélorussie pour livrer des armes au front en Ukraine. Un soutien pratique aux prisonniers en question a été organisé au niveau de la branche.

Union des universités et collèges (UCU)

Comme indiqué dans *Solidarité* (numéro [711](#)), le Congrès 2024 de l'UCU a adopté une motion appelant à la solidarité avec l'Ukraine et affiliant le syndicat à la campagne de solidarité avec l'Ukraine. Cependant, un amendement a également été adopté pour supprimer toute mention spécifique de l'aide militaire. Il s'agissait d'une étrange tournure pacifiste à ajouter à une motion par ailleurs bonne, d'autant plus déroutante qu'elle n'avait aucun effet pratique sur le résultat interprétable de la motion.

Le réseau de solidarité UCU4Ukraine a rassemblé un groupe de militants impliqués dans la campagne de solidarité avec l'Ukraine, qui ont joué un rôle déterminant dans la promotion du soutien à l'Ukraine au niveau national depuis l'adoption d'une motion très médiocre de la coalition Stop the War au congrès 2023.

UNISON

La conférence d'Unison, qui s'est tenue à la fin du mois de juin, a été marquée par une grande victoire de la solidarité avec l'Ukraine au sein du mouvement syndical britannique. Le plus grand syndicat du Royaume-Uni par le nombre de ses membres a adopté une motion à la majorité des deux tiers, appelant à la solidarité avec l'Ukraine. Le NEC avait déjà voté en faveur de cette motion.

La motion demandait un soutien actif à la lutte de libération de l'Ukraine, un retrait immédiat de toutes les troupes russes, des liens renforcés avec les syndicats ukrainiens et l'affiliation à la campagne de solidarité avec l'Ukraine. Les militants d'Unison chercheront à tirer parti de ce succès et à mettre en œuvre des activités pratiques au cours de l'année à venir.

Unir'

La politique officielle d'Unite sur l'Ukraine est née d'un désordre confus lors de la conférence politique de 2023. Confronté à une mauvaise motion sur l'Ukraine et à un meilleur amendement, l'exécutif du syndicat a présenté sa propre déclaration alternative, très similaire à celle, anodine, publiée par la direction après le déclenchement de la guerre en 2022. Un article de *Solidarity* datant de [septembre de l'année dernière](#) détaille les failles de la politique (ou de l'absence de politique) de Unite, mais la déclaration n'appelle pas à l'envoi d'armes en Ukraine (en fait, elle laisse entendre qu'elle s'y oppose), et ses résolutions sont presque entièrement axées sur le Royaume-Uni (appel au gouvernement britannique pour qu'il renforce les sanctions, appel aux droits des réfugiés ukrainiens, appel à la suppression des échappatoires fiscales dont bénéficient les oligarques russes).

La solidarité pratique avec la classe ouvrière ukrainienne n'est plus à l'ordre du jour - les militants de Unite devraient s'efforcer de rectifier cette situation au niveau de la base.

Conclusion

Il n'y a pas un seul syndicat dans le pays où il n'y a pas plus à faire sur la question de l'Ukraine.

Près de deux ans et demi après le début de la guerre, il est inévitable qu'une certaine lassitude s'installe dans les conversations sur la classe ouvrière ukrainienne et l'invasion russe. Mais il y a un combat à mener dans tout le mouvement : gagner une bonne politique là où elle n'existe pas encore, et l'utiliser pour établir des liens avec la classe ouvrière ukrainienne organisée là où elle existe. La lutte se poursuivra non seulement pendant la durée de la guerre, mais aussi bien après. Nous avons le devoir envers nos camarades ukrainiens de veiller à ce que la solidarité reste un processus actif et ne se limite pas à des déclarations symboliques.

De l'équipe de sauvetage Giuditta

Source : Facebook

(2 septembre 2024) Les écoles rouvrent en Ukraine aujourd'hui, et pour la troisième année consécutive la sonnerie de la cloche est accompagnée de sirènes et de rugissements, comme ce soir, notamment à Kyiv. Mais tous les élèves ne retournent pas en classe aujourd'hui, seuls les établissements équipés d'abris

appropriés pour mettre les enfants et les élèves en sécurité en cas d'attaque des Russes, pour eux nous continuons l'enseignement à distance.

Ces derniers jours, avec nos amis de @beauty_studio_tripping, nous nous sommes rendus à Malyn, une ville historique de l'oblast de Zhytomyr, juste à côté de Kyiv, pour livrer un moniteur et divers matériels utiles pour les laboratoires de l'école locale.



Une école d'excellence, récemment rénovée, dont le directeur Alexander nous a réservé un accueil tout particulier.

Après avoir partagé une pizza italienne, il nous a fait visiter les salles de classe, les abris bien équipés de l'institut et les laboratoires : de la mécanique à l'informatique en passant par la photographie et le théâtre, où les enfants peuvent développer leurs idées et s'exercer avec les outils.

La journée s'est achevée sur la perspective d'un jumelage avec des écoles italiennes, afin de connaître la difficile réalité de l'Ukraine en guerre et la force morale d'un peuple qui n'accepte pas la capitulation et la soumission.

Fête du travail pour l'Ukraine à New York

Source : [Ukraine Solidarity Capital District](#)

(3 septembre 2024) Ukraine Solidarity Capital District a tenu une table d'information lors de la fête du travail à Halfmoon, New York, États-Unis.

Il s'agissait d'un grand rassemblement de membres du syndicat et de leurs familles. La plupart des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus ont manifesté leur soutien à l'Ukraine.



Ne l'accueillez pas, retenez-le !

Le 2 septembre, le mouvement anti-commerce d'armes NAJAT (Network Against Japan Arms Trade), basé à Tokyo, a organisé une manifestation d'urgence devant l'ambassade de Mongolie.

Ils ont demandé que "le gouvernement mongol

remplisse ses obligations en tant qu'État membre de la Cour pénale internationale et arrête M. Poutine".

Six autres groupes, dont des militants pacifistes, le Mouvement de solidarité avec l'Ukraine et le Mouvement de solidarité avec la Tchétchénie, ont soutenu cette action.



VIDÉO : Manifestation à Oulan-Bator contre la visite de Poutine en Mongolie

Source : Kanal 13

(3 septembre 2024)

Une paix durable en Ukraine : motion d'urgence adoptée lors de la conférence du Parti national écossais

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse

(2 septembre 2024) - La Conférence se félicite des récents rapports indiquant que le président Zelensky est prêt à présenter son plan de paix au président Biden, au vice-président Harris et au président Trump ; reconnaît que les efforts visant à garantir une paix durable qui rétablit la pleine souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine sont renforcés par la récente offensive de Koursk qui a porté un coup de massue à l'invasion illégale de Poutine et à sa capacité à mener sa guerre brutale ; appelle le gouvernement écossais, le gouvernement britannique et toutes les nations occidentales à continuer d'accueillir et de soutenir les réfugiés touchés par la guerre et à intensifier l'aide militaire afin que l'Ukraine puisse protéger son droit à l'autodétermination sur le champ de bataille et garantir une paix durable.

Proposé - Kelvin SNP (Jack O'Neil)

Appuyé - Conseiller Lloyd Melville



Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse : stand à la conférence du Parti national écossais (SNP). Plus de 30 personnes ont adhéré à la campagne Stop SeaPeak, dont Pete Wishart MP, leader adjoint du SNP à Westminster et porte-parole pour les affaires internationales et les réfugiés. De nombreux visiteurs ont été choqués et surpris d'apprendre que le gaz russe n'était pas sanctionné.

Journée nationale de l'Ukraine à Gand

Source : Comité belge du RESU

(25 août 2024) L'événement "Ensemble pour l'Ukraine le jour de l'indépendance" que nous avons organisé à Gand le samedi 24 août a de nouveau été un grand succès.

Avec une très belle participation d'Ukrainiens, de Belges et de Néerlandais solidaires. Avec une série de performances de très bon goût de Polina, Lena, Ludmila et Xavier, quelques moments touchants, de bons discours de l'échevin de la coopération internationale Hafsa El-Bazioui au nom de la ville de Gand et de Kit Van Sant-Shyshkarova et moi-même [Thomas Weyts] au nom des organisateurs.

Mais aussi avec des activités de maquillage de bon goût pour les enfants, et des stands extrêmement bien tenus et bien fréquentés par Heart4Ukraine et Peace for Ukraine - Ghent, etc.

Un grand merci à tous les participants et aux nombreux bénévoles ukrainiens, belges et néerlandais, qu'il s'agisse des personnes qui se sont occupées des animations

pour les enfants, des musiciens, des gardiens de stands et des personnes qui ont confectionné les gâteaux, ou encore des aides au bar et du sonorisateur, qui ont contribué à faire de cette journée un moment inoubliable.

De nombreux participants et passants ont généreusement soutenu les initiatives d'aide présentes, qui ont collecté ensemble quelque 1400 euros, une somme qui sera très rapidement consacrée à l'aide directe en Ukraine.

Merci également à Peace for Ukraine - Ghent, Support Ukrainian Resistance, the European Network in Solidarity with Ukraine, Aid to Ukraine et AdMoSphere pour leur bonne coopération et leur soutien pratique. Reprenons le flambeau !



L'Ukraine en exil

Début des cours d'ukrainien au Pays Basque (Euskadi)

Source : [Association Ukraine-Euskadi](#)

(13 septembre 2024) Qui fait ses devoirs avant la rentrée scolaire ? C'est bien cela ! Les enseignants. Ces jours-ci, les enseignants et les bénévoles ukrainiens travaillent d'arrache-pied pour préparer le premier jour d'école au Centre ukrainien de Bilbao.

Dès ce samedi, grâce aux efforts conjoints, la célébration tant attendue de l'ouverture de l'année académique 2024-2025 de l'école ukrainienne de Lesya Ukrainka aura lieu.



Le Centre ukrainien de Bilbao continue de démontrer son grand engagement en faveur de l'éducation et de la préservation de la culture. Ce projet est essentiel pour maintenir en vie la langue et les traditions ukrainiennes, et nous sommes convaincus que ce nouveau cycle sera riche en réalisations et en croissance.

Nous vous rappelons que les inscriptions à l'école ukrainienne de Bilbao pour l'année scolaire 2024/2025 sont toujours ouvertes.

Pour la première fois cette année, nous ouvrons un groupe pour les adolescents qui ont une bonne maîtrise de la langue ukrainienne et qui souhaitent approfondir leurs connaissances.

Nous poursuivons également les inscriptions pour les groupes d'enfants plus jeunes, de 3 à 5 ans et de 6 à 8 ans. Les cours pour eux auront lieu de 11h00 à 13h30 (avec une pause d'une demi-heure).

Pour le groupe des enfants de plus de 8 ans et des adolescents, les cours auront lieu de 14h00 à 16h30 (avec une pause d'une demi-heure).

Nous contacterons toutes les personnes inscrites pour leur fournir tous les détails.

Les cours se dérouleront au Centre ukrainien de Bilbao (Sarriko).

Tournoi de football caritatif à Donostia (Saint-Sébastien)

Source : [Association Ukraine-Euskadi](#)

Hier, le 1er septembre, un tournoi de football caritatif s'est déroulé à Donostia. Les Ukrainiens se sont réunis pour collecter des fonds afin d'aider l'Ukraine.

Quatre équipes non professionnelles de trois provinces basques ont participé au tournoi. À l'issue de matchs intenses, le classement a été établi comme suit :

I lieu - Prime UA, Donostia II lieu - Vitoria III lieu - Tolosa IV lieu - Bilbao



Tous ont reçu leur coupe. Même si tous ne sont pas gagnants, l'esprit de rivalité d'hier a été remplacé par un esprit d'amitié et de solidarité. Le plus important n'était pas la victoire sportive, mais de faire notre part pour rapprocher la victoire d'un autre champ de bataille - en Ukraine, où la victoire signifie la vie de tous les Ukrainiens, la liberté et la démocratie.

Tous les fonds collectés lors du tournoi de football seront reversés aux défenseurs de l'Ukraine.

Nous tenons à remercier tous les participants, les organisateurs et les responsables du Polideportivo Egia à Donostia.

Lutte des travailleurs au Belarus

Action de solidarité avec les syndicats biélorusses à Amsterdam

Source : *Salidarnast*

Le 21 septembre 2024, lors du [festival de solidarité FNV 2024](#) à Amsterdam, des représentants de syndicats indépendants biélorusses ont raconté l'histoire des répressions en Biélorussie et de leur lutte pour les droits des travailleurs.

Le programme de l'[événement](#) comprenait une action de soutien aux

prisonniers politiques, les participants portant des T-shirts avec la photo d'Aliaksander Yarashuk, dirigeant du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP), qui a été jeté en prison pour son activité syndicale.



Les participants à l'action ont fait une photo de groupe, appelant à la libération de tous les prisonniers politiques au Belarus, dont le nombre dépasse actuellement 1500.

La section biélorusse du festival, un événement conjoint de Salidarnast e.V. et de la Fédération des syndicats néerlandais (FNV), était consacrée aux répressions contre les syndicats indépendants dans le pays et à la dissolution du BKDP. Les participants ont été informés de la situation actuelle en Biélorussie et ont pu se procurer des articles sur lesquels figuraient des appels à la libération des prisonniers politiques.

Solidarité avec l'anarchiste emprisonné

Source : [ACK - Galice](#)

(9 septembre 2024) Le 10 septembre, Artiom Solovy, anarchiste et militant de Food Not Bombs à Minsk, arrêté en août 2021, passera son prochain anniversaire en prison. Artiom, ainsi que Yevgeny Rubashko et Alexander Belov, ont été accusés d'avoir "organisé et préparé des actions portant gravement atteinte à l'ordre public ou d'y avoir participé activement" et d'avoir "formé ou participé à un groupe extrémiste", ce qui lui a valu une peine de cinq ans dans une colonie pénitentiaire. Il est l'un des accusés dans l'[affaire](#) dite "[Pramen](#)", qui a été montée de toutes pièces par les services biélorusses pour rendre crédible l'accusation de "conspiration organisée".

Écrire des lettres aux anarchistes et antifascistes biélorussiens emprisonnés, car c'est un moyen important de soutenir les personnes emprisonnées et, en même temps, de signaler aux responsables de la prison que la personne emprisonnée n'est pas laissée à elle-même.

Les lettres doivent porter l'adresse sur l'enveloppe et le contenu du message *écrit en cyrillique, en russe ou en biélorusse*. Adresse au prisonnier :

Артем Дмитриевич Соловей

ИК № 17, ул. 1-я Заводская, 8 г. Шклов, 213004

Si vous voulez aider d'une autre manière, veuillez contacter l'un des groupes qui soutiennent les prisonniers. Laissez un lien vers les médias d'ACK-Belarus dans les commentaires.

Nouveau procès pour la militante syndicale de Naftan Olga Britikova

Source : Centre Viasna

(22 août 2024) Le jeudi 22 août, le tribunal régional de Vitsebsk a entamé à huis clos un nouveau procès pénal contre Olga Britikova. Olga Britikova a été arrêtée il y a un an, en août 2023. Elle a d'abord été accusée d'incitation à la haine. En vertu de l'article 130 du code pénal, elle a été condamnée à trois ans de prison. La sentence a été prononcée le 8 avril 2024. Olga a fait appel de la décision devant la Cour suprême le 11 juin, mais la sentence a été confirmée. Fin juin, la prisonnière politique a été transférée à Homel IK-4, avant d'être renvoyée au SIZO-2 à Vitsebsk. Il s'est avéré qu'une deuxième affaire pénale avait été ouverte contre elle.

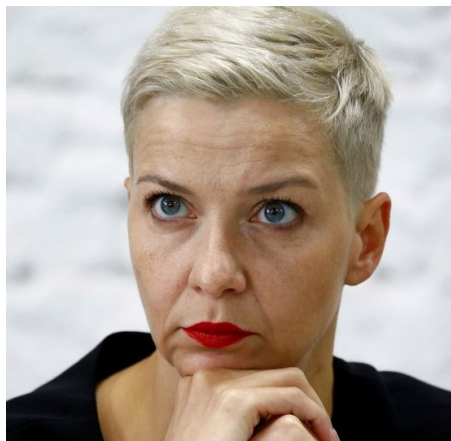


Le procès devait s'ouvrir le 20 août, mais la session a disparu du calendrier et a été reportée au 22. Cette fois, l'activiste sera jugé par Evgueni Bourounov, qui a déjà prononcé plus de vingt condamnations pour des motifs politiques.

Entre le 19 et le 21 avril 2022, plus de 20 représentants et militants du mouvement syndical indépendant ont été arrêtés en Biélorussie. Parallèlement, les dirigeants et les employés du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP), les dirigeants et les militants des syndicats SPM (Syndicat libre des métallurgistes), SPB (Syndicat libre biélorusse), REP (Syndicat biélorusse des travailleurs de l'industrie radiophonique et électronique) et quelques autres militants syndicaux ont été persécutés en même temps. La plupart d'entre eux ont été reconnus coupables et certains ont purgé leur peine. Cette période peut être considérée comme le début de la défaite planifiée par les autorités de tous les syndicats indépendants du Belarus. Selon les informations fournies par les militants des droits de l'homme Viasna, plus de 35 militants syndicaux indépendants ont été arrêtés entre avril 2022 et août 2023.

Au 21 août, 16 militants des droits des travailleurs étaient toujours derrière les barreaux.

Souvenez-vous de Maria Kolesnikova



Source : Vicent Presumey

Souvenez-vous de Maria Kolesnikova. Musicienne et épouse d'un candidat de l'opposition à la présidence arrêté en Biélorussie en 2020, elle s'est alliée à Svetlana Tsikhanovskaia, qui a remporté l'élection.

Enlevée par les hommes de main de Lukashenko en septembre 2020, condamnée à 11 ans de prison, personnalité connue pour son énergie, on apprend aujourd'hui qu'elle est en isolement total et ne pèse plus que 45 kilos. Ils sont en train de la tuer.

Plus d'informations

- [La bataille néolibérale pour la reconstruction de l'Ukraine \(en anglais\)](#)
- [Travail forcé et violations généralisées des droits des travailleurs au Belarus \(en anglais\)](#)
- [Vétérans oubliés : comment les Ukrainiens ont "fermé le ciel" au-dessus du Viêt Nam \(ukrainien, sous-titres en anglais, français et espagnol\)](#)